Niveau(x) d'enseignement: 9 Numéro EDUQ : 8270416
Centre d'intérêt: 53

Ross, Vincent, 1941- .

La formation en industrie : description et évaluation de la contr.bution spécifique de l'éducation dans le PFIMC au Québec. 1. Une analyse des données statistiques disponibles / Vincent Ross; [pour le] Ministère de l'éducation, DGEA, Etudes et projets. -- [Québec] : Direction générale de l'éducation des adultes, 1979.
ii, 61 f. : graph. ; 28 cm.

Cote Dewey: 374.0132'09714/R826f Cote LC: LC/1081

Descripteur(s): *Formation en cours d'emploi *Formation professionnelle *Attestation d'études *Formation dans l'entreprise *Analyse de coût *Evaluation de programmes *Evaluation de l'enseignement

Identificateur(s) de sujet: *Formation en industrie *Attestation de capacités

Premier d'une série de rapports centrés sur l'implication du ministère de l'Education et du réseau institutionnel dans le volet "Formation en industrie" du programme conjoint fédéral-provincial en formation de la main-d'oeuvre. L'étude vise à évaluer le nouveau système organisationnel mis en oeuvre en janvier 1978.

Le rapport est organisé autour de trois indicateurs majeurs: 1. deux indicateurs de performance: a) l'évolution de la proportion des projets assistés par des institutions de formation sur l'ensemble des projets; b) l'évolution des coûts unitaires bruts, par projet et par stagiaire, et l'évolution de la productivité par 1000 $ dépensés, de 1974/1975 à 1978/1979; 2. un indicateur d'impact: l'évolution de la proportion des projets pour lesquels une attestation de capacités a été produite, sur l'ensemble des projets assistés par des institutions de formation.

Le contenu des indicateurs de performance révèle une performance financière (efficience) remarquablement positive; la proportion des projets assistés par des institutions dépasse les 60%, mais on accuse des disparités de rythme d'accroissement et de niveau selon les régions. L'indicateur d'impact reflète un rythme d'évolution des attestations assez accéléré dans l'ensemble, avec à nouveau des disparités marquées entre les régions. L'auteur formule quelques recommandations en vue de remédier au caractère incomplet ou déficient des données nécessaires pour obtenir des indicateurs annuels de performance et d'impact.

Type de document: r
Auteur de l'analyse: jr

E D U Q 8270416 Québec
:ation
Direction générale
de l'éducation des adultes

477

LA FORMATION EN INDUSTRIE

DESCRIPTION ET EVALUATION DE LA CONTRIBUTION SPECIFIQUE DE L'EDUCATION DANS LE PFIMC AU QUEBEC

I - Une analyse des données statistiques disponibles

Vincent Ross
Ministère de l'Education
DGEA/Etudes et Projets
Avril 1979

E D U Q 8270416

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation
Direction générale
de l'éducation des adultes

LA FORMATION EN INDUSTRIE

DESCRIPTION ET EVALUATION DE LA CONTRIBUTION SPECIFIQUE DE L'EDUCATION DANS LE PFIMC AU QUEBEC

I - Une analyse des données statistiques disponibles

Vincent Ross
Ministère de l'Education
DGEA/Etudes et Projets
Avril 1979

TABLE DES MATIERES

	Pages
1. - Introduction	1
2. - Un indicateur brut d'évolution de performance des services éducatifs dans le PFIMC: la proportion des projets assistés par des institutions de formation sur l'ensemble des projets	3
2.1. - Evolution d'ensemble pour le Québec	5
2.1.1. - Les projets assistés	5
2.1.2. - Les stagiaires assistés	11
2.2. - Evolution par région	12
2.2.1. - Les projets assistés:taux de pénétration	12
2.2.2. - Les stagiaires assistés	20
3. - Un indicateur de performance financière: l'évolution des coûts unitaires bruts, par projet et par stagiaire et l'évolution de la productivité par $1,000 dépensés, de 1974/75 à 1978/79	24
4. - Un indicateur brut d'évolution d'impact des services éducatifs dans le PFIMC: la proportion des projets pour lesquels une attestation de capacités a été produite, sur l'ensemble des projets assistés par des institutions de formation .	31
4.1. - Evolution d'ensemble pour le Québec: projets et stagiaires	34
4.2. - Evolution par région: projets et stagiaires	38
5. - Sommaires régionaux des tendances observées: performance et impact des services éducatifs	40
5.1. - Région 1: Gaspésie/Bas-St-Laurent	41
5.2. - Région 2: Saguenay-Lac-St-Jean	42
5.3. - Région 3: Québec.	43
5.4. - Région 4: Trois-Rivières	44
5.5. - Région 5: Estrie	45

TABLE DES MATIERES (suite)

Pages

5. - (suite)

5.6 - Région 6(N): Montréal-Nord 46
5.7 - Région 6(C): Montréal-Centre 47
5.8 - Région 6(S): Montréal-Sud 48
5.9 - Région 7: Outaouais 49
5.10 - Région 8: Nord-Ouest 50
5.11 - Région 9: Côte-Nord 51

6. - Conclusion 52

6.1 - Conclusions sur le contenu observé des indicateurs de performance et d'impact 52
6.2 - Remarques sur la notion de "limite pratique maximum" des taux de pénétration dans les projets PFIMC 54
6.3 - La question du nouveau mode organisationnel 56
6.4 - Le caractère incomplet ou déficient des données nécessaires pour mesurer des indicateurs annuels de performance et d'impact: quelques recommandations 56
6.5 - L'évaluation post-formation: une interface MEQ-MTMO? 59

1. Introduction

Ce document est le premier d'une série de trois ou quatre rapports centrés sur l'implication du MEQ et du réseau institutionnel (SEA) dans le volet "Formation en Industrie" (PFIMC) du programme conjoint fédéral-provincial de formation de la main-d'oeuvre (PFMC).

La demande d'analyse et d'évaluation de la contribution MEQ à ce programme provient de M. Michel Taquet, responsable de la division de la Formation en Industrie du service de l'Organisation de l'enseignement (SOE) à la DGEA. Sa demande était centrée sur la nécessité d'évaluer le nouveau système organisationnel mis en oeuvre en janvier 1978 pour le soutien institutionnel à la formation dans l'entreprise, et dont les dispositions et modalités devaient être expérimentées avant qu'on leur donne une forme plus définitivement assurée. Cette demande a été appuyée ex post facto, en quelque sorte, par une demande extérieure provenant de la TPEAQ (14 février 1979) et portant sur la même question générale. Les résultats intéressent donc une bonne partie du réseau institutionnel en même temps que le S.O.E.

Le second rapport sera aussi une exploitation secondaire de données statistiques existantes sur le PFIMC; mais cette fois sous l'angle des informations utiles à l'équipe du PF(I)MQ, c'est-à-dire la composition sectorielle et professionnelle des projets et stagiaires du PFIMC. Ces données peuvent être pertinentes dans la perspective d'une approche sectorielle pour planifier la formation professionnelle menée dans l'entreprise et pour mieux coordonner les actions MEQ, dans ce domaine, avec celles des autres interlocuteurs gouvernementaux (MTM, MIC, MAQ, OPDQ, etc.), dans un PF(I)MQ initial.

Le troisième rapport présentera les résultats d'une étude d'évaluation qualitative des dispositions et du fonctionnement du nouveau système organisationnel (institutions mandatées par sous-gions ; règles de décision pour leur modification; évolution des conditions de performance des tâches et fonctions; résolution des problèmes en cours de route; nouveaux problèmes ou difficultés propres à la nouvelle structure, etc.). Si, à la suite de cette première étude qualitative, il s'avère souhaitable pour le SOF et ses partenaires locaux que certains aspects soient approfondis davantage, sous forme qualitative ou quantitative, on déterminera alors les buts et les formes des suites qu'il conviendra de donner à la recherche sur la formation en industrie. Il serait toutefois prématuré d'en décider maintenant.

Ce premier rapport sera organisé essentiellement autour de trois indicateurs majeurs utiles à des fins d'évaluation, et de quelques données complémentaires permettant de dresser un portrait sommaire de l'évolution des actions du MEQ par rapport à celles du MTM dans chaque région du territoire (directions régionales du MEQ):

1) Deux indicateurs de performance: l'évolution de la proportion des projets de formation en entreprise assistés par le MEQ, sur l'ensemble des projets MTMO, dans chaque région, de 1975/76 à 1978/79 (année administrative:avril-mars); et l'évolution des coûts unitaires moyens bruts, par projet et par stagiaire, pour l'ensemble du Québec, de 1974/75 à 1978/79, et de la productivité des dépenses.

2) Un indicateur d'impact: L'évolution de la proportion des projets de formation assistés par le MEQ et pour lesquels une attestation de capacités a été produite, sur l'ensemble des projets assistés par le MEQ, et par rapport à l'ensemble des projets MTMO, pour deux périodes successives au cours de 1977/78 et de 1978/79. Cet indicateur sera complété par une estimation du nombre des stagiaires pour lesquels une attestation a été préparée.

Le premier indicateur de performance est une mesure brute et non différenciée qui permet de déterminer grossièrement pour quelle proportion de l'ensemble des projets (et stagiaires) recommandés par le MTM, il y a eu une performance (i.e. une participation ou contribution au moins partielle) quelconque de la part du réseau éducatif. Cet indicateur de performance couvre en principe les trois objectifs instrumentaux suivants du MEQ dans le PFIMC, mais sans les différencier:

- Aider l'employeur à atteindre ses objectifs de formation;
- Aider l'instructeur à organiser et dispenser sa formation;
- Aider le stagiaire à tirer le maximum d'apprentissage de sa formation.

Le second indicateur de performance est une mesure d'efficience financière qui consiste à déterminer l'évolution des coûts unitaires et de la productivité des dépenses en services rendus sur une période observée: la mesure se présente donc sous deux formes.

Le troisième indicateur est, plus directement encore, une mesure du degré auquel un objectif distinct a été réalisé par le MEQ (via son réseau institutionnel); il est donc une mesure d'impact par rapport à l'objectif de:

- Délivrer les attestations de capacités professionnelles constituant la reconnaissance officielle des acquis de formation des stagiaires.

2. Un indicateur brut d'évolution de performance des services éducatifs dans le PFIMC: la proportion des projets assistés par des institutions de formation sur l'ensemble des projets.

Avant de se poser la question de la valeur des interventions de soutien de la part des institutions auprès des projets de formation en entreprise, en termes de qualité des services (pour l'employeur, l'instructeur et le stagiaire), il importe d'abord de déterminer le degré de présence des institutions dans la population des projets potentiellement assistables. Une méthode simple pour déterminer l'ampleur relative de l'effort du réseau MEQ dans le PFIMC consiste à déterminer, pour quelques années successives, les nombres de projets PFIMC et le nombre de ceux, parmi ces derniers, qui ont été soutenus par des services institutionnels du réseau éducatif, puis de calculer le pourcentage des projets PFIMC soutenus par le réseau éducatif. On peut ajouter des raffinements:

- effectuer ces mesures et calculs pour chaque région administrative du Québec;
- indiquer les écarts entre le pourcentage brut (minimum) et le pourcentage net (maximum), pour tenir compte de la proportion des projets annulés (dont certains sont annulés après avoir fonctionné durant un certain temps, parfois en dépit d'un soutien institutionnel); le pourcentage réel se situant entre les valeurs extrêmes de cet écart;
- effectuer ces mesures pour la population des stagiaires aussi bien que pour celle des projets de formation, en estimant le nombre des stagiaires (en multipliant le nombre des projets assistés par le nombre moyen de stagiaires par projet dans l'ensemble des projets PFIMC) pour chaque cas. En effet, les statistiques du SOE ne font état que des projets assistés par les institutions, et non du nombre des stagiaires touchés dans ces projets (1).

---

(1) Cela a été vrai jusqu'en juin 1979. Depuis juillet 1979, toutefois, la mise en vigueur du formulaire informatisé IN-5 va permettre désormais une exploitation de statistiques de gestion portant aussi bien sur les stagiaires que sur les projets.

Nous résumerons donc d'abord les tendances observées pour l'ensemble du Québec (projets et stagiaires), et présenterons ensuite les distributions de données correspondantes par région, pour les projets et pour les stagiaires.

2.1. - Evolution d'ensemble pour le Québec

Comme les données sur les projets serviront de base pour le calcul des indices permettant d'estimer le nombre des stagiaires (dans les projets assistés par des institutions de formation), nous présenterons donc les données sur les projets en premier lieu.

2.1.1. - Les projets assistés

La figure 1 permet de constater que le nombre des projets assistés par le MEQ (par l'intermédiaire des institutions de formation) a connu un accroissement continu, dans l'ensemble, depuis 1973/74 (la première année où le MEQ est intervenu dans le PFIMC au niveau des opérations), avec un léger fléchissement après 1976/77. La courbe supérieure correspond aux statistiques brutes du SOE quant aux projets reçus pour fins d'assistance pédagogique.

La courbe inférieure est une estimation du nombre net de projets assistés par le MEQ, en supposant que la proportion des projets annulés (par le MMI, le MTMO ou l'entreprise elle-même) y a été la même que dans l'ensemble des projets PFIMC. Comme cette mesure surestime probablement la proportion réelle des projets annulés parmi l'ensemble des projets assistés, on doit considérer cette estimation des projets nets comme assez conservatrice. (1)

---

(1) Certaines données régionales étant incomplètes pour certains mois, nous n'avons pu établir de séries complètes de statistiques sur les projets "MEQ" annulés, à partir des données du SOE: mais ces données se sont améliorées dans les dernières années.

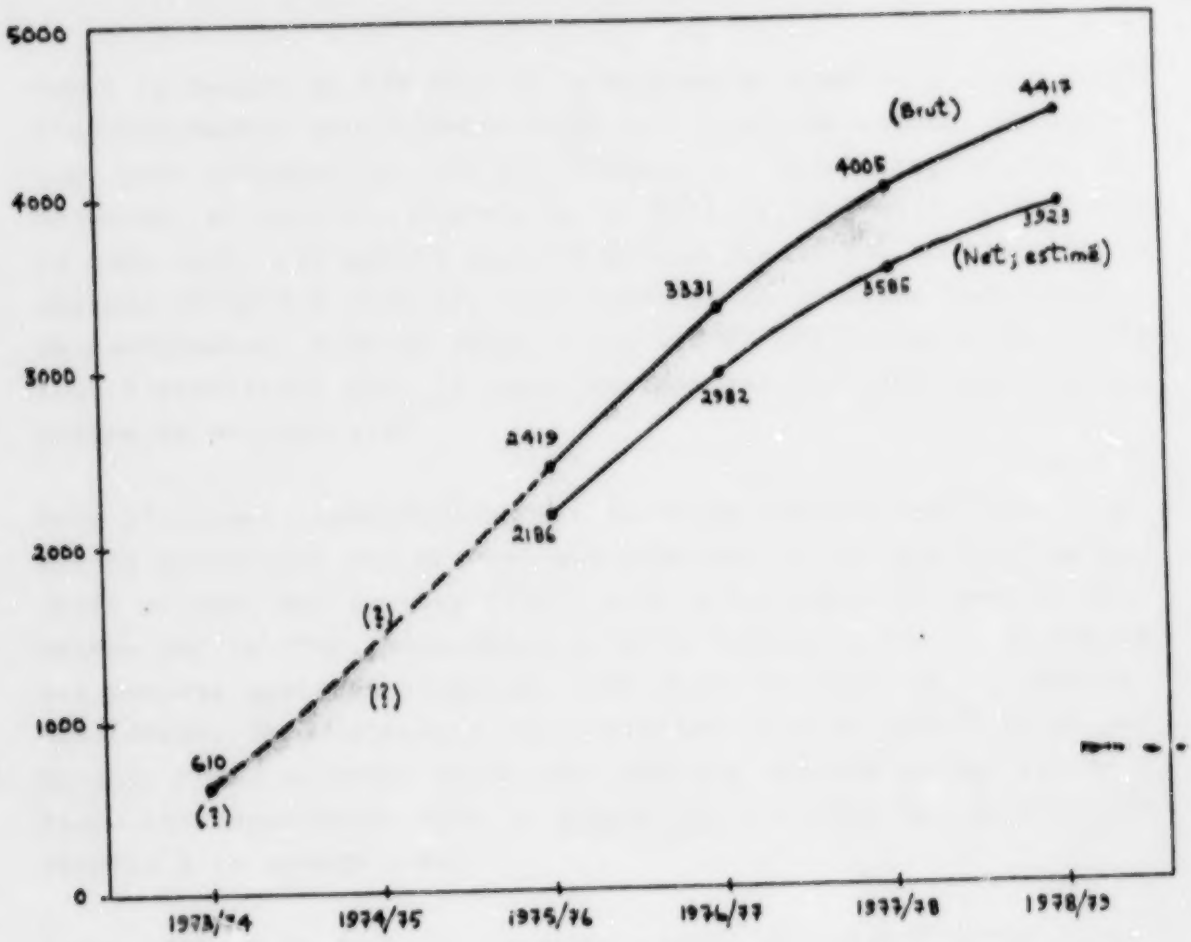

Figure 1.- Evolution du nombre des projets PFIMC assistés par des institutions de formation, de 1973/74 à 1978/79. (années administratives: avril/mars).

Comme le budget du SOE pour ce programme de soutien n'a pas connu d'accroissement sensiblement supérieur aux indexations automatiques pour absorber le taux d'inflation, il serait intéressant de calculer, en dollars courants et en dollars constants, l'évolution du coût brut, par projet assisté et par stagiaire, au cours de la période 1973/74 à 1978/79. Ceci fournira un deuxième indicateur de performance, sous la forme d'une mesure d'efficience financière; nous l'établirons dans la quatrième section, en même temps qu'une mesure de productivité.

Pour l'instant, nous ferons état de notre premier indicateur qui est la proportion des projets assistés par le MEQ sur l'ensemble (brut et net) des projets PFIMC, plus précisément de ceux recommandés par le MTMO. Nous verrons, à la figure 2, que si le nombre des projets assistés s'accroît sans cesse au cours de la période considérée, les variations considérables dans le nombre total des projets PFIMC au cours de la même période entraînent des variations correspondantes dans la proportion des projets assistés par rapport à ce nombre total.

Entre 1975/76 et 1978/79, le nombre total de projets PFIMC a été de 6828, 6170, 8498 et 8166 (années administratives: avril/mars).(1) Pour les fins de l'analyse, nous préférerons provisoirement dans ce rapport l'année administrative parce que nous disposons ainsi de données complètes pour 1978/79, ce qui offre des bases de comparaison plus significatives actuellement. La figure 3 reflète donc les mêmes tendances à la variation selon le nombre fluctuant.

---

(1) Pour l'année scolaire, (juillet-juin), les nombres de projets pour la même période sont de: 6080, 7014, 9114 46 7651.

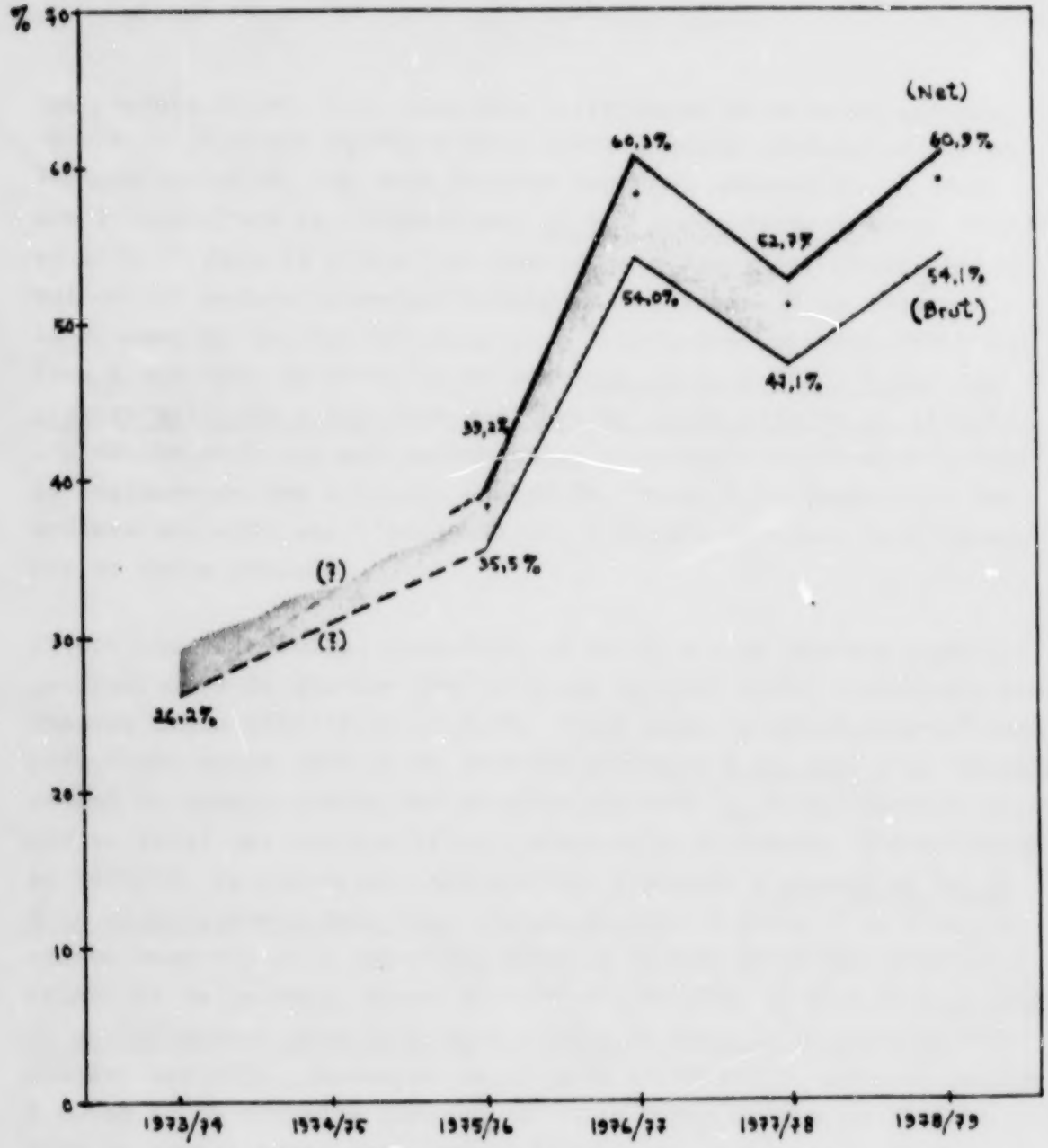

Figure 2.- Evolution des pourcentages bruts et nets des projets assistés par des institutions de formation, sur l'ensemble des projets PFIMC, de 1975/76 à 1978/79.
(années administratives: avril/mars).

des projets PFIMC, mais avec des différences de pourcentage provenant du décalage de trois mois entre l'année administrative et l'année scolaire. Les deux figures montrent néanmoins, en dépit des fluctuations intermédiaires, un net accroissement entre 1975/76 et 1978/79 dans la proportion des projets assistés. Cette observation est encore accentuée lorsqu'on considère, à la figure 2, la proportion (brute) beaucoup plus faible des projets PFIMC qui furent assistés en 1973/74: on voit que la proportion brute des projets assistés a été plus que doublée entre 1973/74 et 1978/79. L'accroissement net est probablement progressif et favorable dans la performance des services éducatifs, quant à la proportion des projets assistés sur l'ensemble des projets, au cours de l'ensemble de cette période.

Il est plus difficile, toutefois, d'attribuer au nouveau mode organisationnel de soutien éducatif aux projets PFIMC l'accroissement observé entre 1977/78 et 1978/79. D'une part, l'accroissement proportionnel entre 1975/76 et 1976/77 provient à la fois d'un accroissement du nombre absolu des projets assistés et d'une diminution du nombre total des projets PFIMC: alors qu'à l'inverse, entre 1976/77 et 1977/78, la proportion des projets assistés a baissé en dépit d'un accroissement dans leur nombre absolu, à cause d'un accroissement beaucoup plus important dans le nombre total des projets PFIMC. Et de nouveau, entre 1977/78 et 1978/79, il y a eu à la fois un accroissement dans le nombre absolu et dans la proportion des projets assistés, (comme entre 1975/76 et 1976/77), mais en partie à cause d'une nouvelle diminution (mais cette fois plus légère) dans le nombre total des projets PFIMC.

Il n'y a donc pas lieu d'en conclure que le nouveau mode organisationnel a eu un effet relatif très notable en 1978/79 par comparaison avec l'année précédente: sa performance a continué de s'accroître en termes absolus, mais son accroissement relatif par rapport à

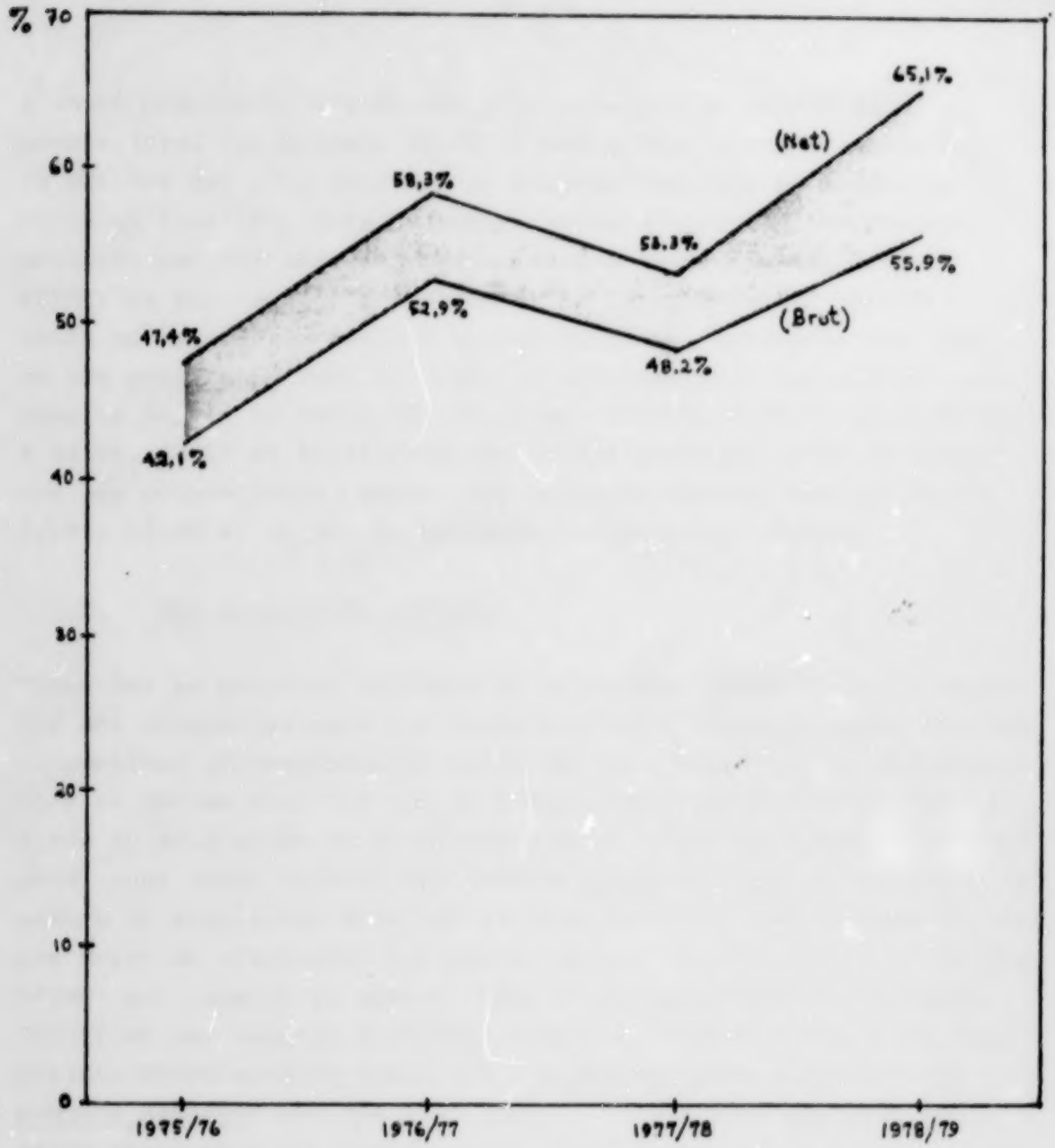

Figure 3 .- Evolution des pourcentages bruts et nets des projets assistés par des institutions de formation, sur l'ensemble des projets PFIMC, de 1975/76 à 1978/79 (fin Mars). (Années scolaires: juillet/juin).

l'année précédente s'explique en partie par le déclin dans le nombre total des projets PFIMC. C'est plutôt sur l'ensemble de la période que l'on constate un progrès régulier en termes absolus et relatifs, dans le nombre et la proportion des projets assistés par les services éducatifs à l'intérieur des projets PFIMC; et par rapport à l'ensemble de la période, la dernière année ne se signale pas, en termes relatifs, autrement que comme une continuité dans le rythme d'accroissement des efforts accomplis depuis le début (de 26,2% en 1973/74, à 35,5% en 1975/76, à 54,0%, 47,1% et 54,1% dans les années récentes, pour ne citer que les pourcentages bruts). Les moyennes mobiles donnent 30,9%, 44,8%, 50,6% et 50,6%: la tendance positive est claire.

2.1.2. - Les stagiaires assistés

Comme les proportions estimées de stagiaires assistés sur l'ensemble des stagiaires dans les projets PFIMC s'écartent assez peu des proportions correspondantes calculées pour les projets eux-mêmes, nous ne ferons état ici que de l'évolution simple des nombres estimés de stagiaires au cours des quatre dernières années. Ici, encore, nous avons calculé des nombres bruts et nets, en estimant le nombre de stagiaires dans les projets assistés (sur la base du nombre moyen de stagiaires par projet dans l'ensemble de la clientèle PFIMC) par rapport au nombre total de projets PFIMC recommandés (brut) et par rapport au nombre total de projets PFIMC moins les projets PFIMC annulés (net). Il y a une certaine proportion de projets assistés par des institutions et qui sont annulés: mais cette proportion est probablement assez inférieure à la proportion générale des projets PFIMC qui sont annulés. On doit donc supposer, pour les stagiaires comme pour les projets assistés par des institutions, que le nombre réel se rapproche davantage de l'estimation brute que de l'estimation nette indiquée.

La figure 4 indique très nettement une performance croissante, en termes absolus, dans le nombre estimé des stagiaires assistés par des institutions dans les projets de formation en entreprise, entre 1975/76 et 1978/79 (années administratives: avril/mars), pour l'ensemble du Québec.

2.2. - Evolution par région

Nous reprenons ici les données absolues et relatives sur les projets et les stagiaires, mais en les ventilant cette fois par région administrative.

2.2.1. - Les projets assistés: taux de pénétration

Le tableau 1 présente les données observées et estimées sur les nombres de projets, bruts et nets, par région, dans le PFIMC; et sur les nombres bruts, par région, de projets assistés par des institutions. Le tableau 2 présente les pourcentages bruts et nets qu'on obtient en divisant les seconds par les premiers, pour chaque région. C'est donc ce tableau qui mesure le premier critère de performance par région: l'évolution de la proportion des projets PFIMC assistés par des institutions, entre 1975/76 et 1978/79.

Les tableaux 3 et 4 reprennent les mêmes mesures, mais cette fois sur la base de l'année scolaire (juillet/juin), alors que les deux premiers s'appliquent à l'année administrative (avril/mars). Comme les données pour la dernière année scolaire étaient incomplètes, au moment où cette analyse fut réalisée, nous ne commenterons donc que les deux premiers tableaux.

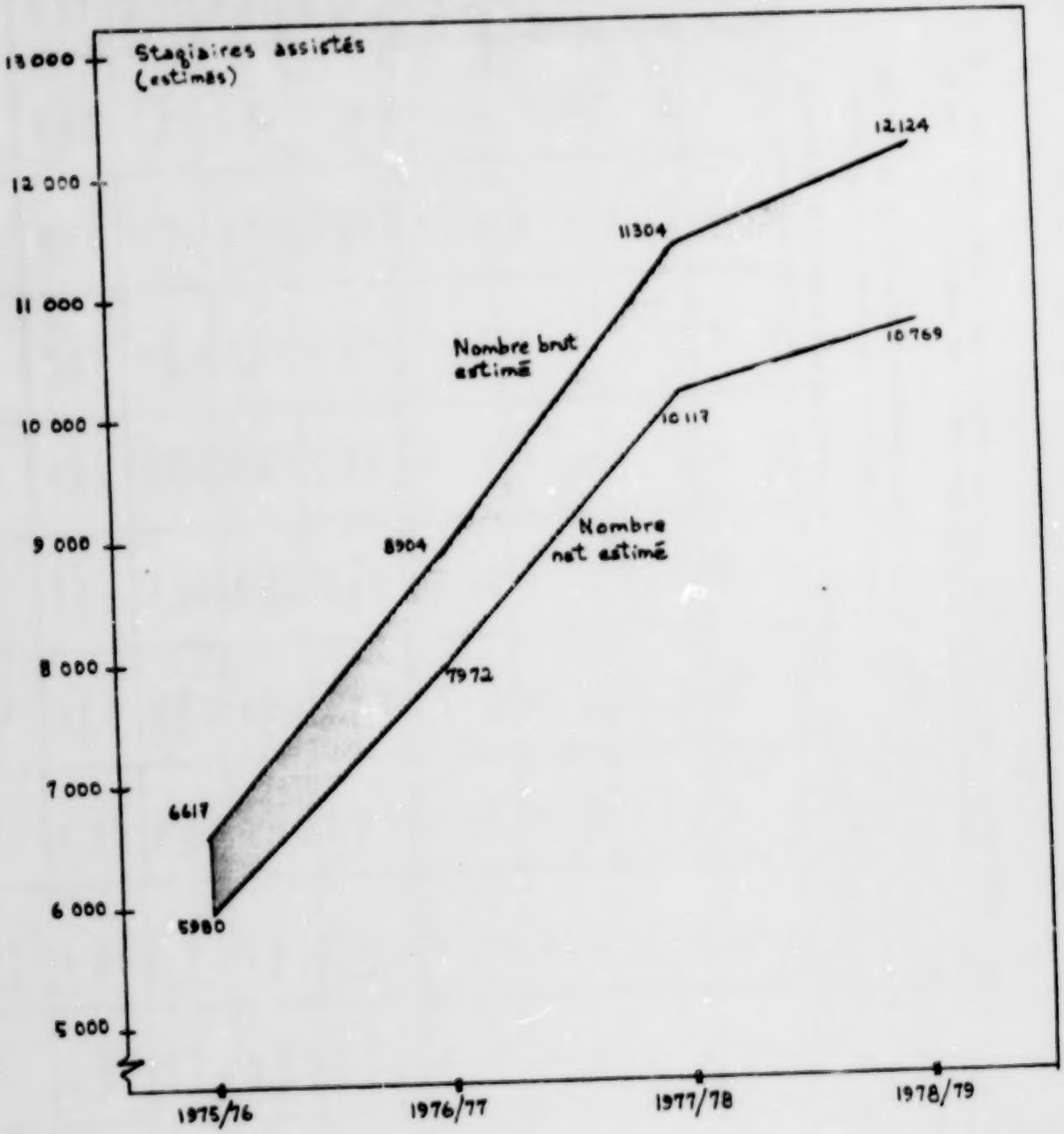

Figure 4 .- Evolution du nombre estimé (brut et net) des stagiaires dans les projets PFIMC assistés par des institutions de formation, de 1975/76 à 1978/79. (Années administratives: avril/mars).

Année administrative	Région	(1) Gaspésie/ Bas-St-Laurent	(2) Saguenay/ Lac-St-Jean	(3) Québec	(4) Trois-Rivières	(5) Estrie	(6 N) Montréal-Nord	(6 C) Montréal-Centre	(6 S) Montréal-Sud	(7) Outaouais	(8) Nord-Ouest	(9) Côte-Nord	Total Québec
1975/76 (*)	Brut	637	392	1114	647	169	597	1850	693	266	299	164	6828
	Net	(576)	(354)	(1007)	(585)	(153)	(540)	(1672)	(626)	(240)	(270)	(148)	(6171)
	%	9.3	5.7	16.3	9.5	2.4	8.8	27.1	10.2	3.9	4.4	2.4	100%
1976/77 (*)	Brut	504	298	1375	525	240	531	1409	570	331	271	116	6170
	Net	(451)	(267)	(1231)	(470)	(215)	(475)	(1261)	(510)	(296)	(243)	(104)	(5524)
	%	8.2	4.8	22.3	8.5	3.9	8.6	22.8	9.2	5.4	4.4	1.9	100%
1977/78	Brut	755	402	1655	808	419	740	1807	742	499	423	248	8498
	Net	(698)	(333)	(1482)	(746)	(405)	(691)	(1571)	(688)	(478)	(338)	(178)	(7606)
	%	8.9	4.7	19.5	9.5	4.9	8.7	21.3	8.7	5.9	5.0	2.9	100%
1978/79	Brut	760	448	1544	434	369	799	1920	773	474	349	296	8166
	Net	(681)	(374)	(1346)	(365)	(359)	(748)	(1715)	(708)	(457)	(251)	(249)	(7253)
	%	9.3	5.5	18.9	5.3	4.5	9.8	23.5	9.5	5.8	4.3	3.6	100%
1975/76	Brut	52	130	549	89	1	74	978	327	9	210	0	2419 (2186)
	%	2.1	5.4	22.7	3.7	0.04	3.1	40.4	13.5	0.4	8.7	0.0	100%
1976/77	Brut	147	151	966	250	2	151	1149	272	25	218	2	3331 (2982)
	%	4.4	4.5	29.0	7.5	0.06	4.5	34.5	8.2	0.7	6.5	0.0	100%
1977/78	Brut	131	262	1010	134	0	150	1514	426	37	334	7	4005 (3585)
	%	3.3	6.5	25.2	3.4	0.0	3.7	37.8	10.6	0.9	8.3	0.2	100%
1978/79	Brut	164	308	10[illegible]	296	94	160	1534	401	107	284	48	4417 (3923)
	%	3.7	7.0	23.1	6.7	2.1	3.6	34.7	9.1	2.4	6.4	1.1	100%

Sources: Statistiques annuelles de la D.G.M. (MTMO) sur le PFIMC (projets recommandés et annulations); et statistiques (brutes) mensuelles de la Division de la Formation en Industrie (DOE/DGEA), de 1975/76 à 1978/79 (mars).

Tableau 1 .- Evolution du nombre total (brut et net) des projets PFIMC et du nombre de projets assistés par des institutions de Formation des Adultes, par région, de 1975/76 à 1978/79 (années administratives: avril/mars).

(*) Note: les nombres nets entre () sont des estimations supposant que les projets annulés sont en partie proportionnels aux nombres de projets bruts par régions (pour 1977/78 et 1978/79, ce sont des données observées) et en partie équivalentes aux pourcentages observés en moyenne pour 77/78 et 78/79.

Année administrative		(1) Campbell/ Rim-St-Laurent	(2) Saguenay/ Lac-St-Jean	(3) Québec	(4) Trois-Rivières	(5) Estrie	(6 a) Montréal-Nord	(6 c) Montréal-Centre	(6 d) Montréal-Sud	(7) Outaouais	(8) [illegible]	(9) Côte-Nord	Total Québec
1975/76	Brut	8.2	53.[illegible]	49.[illegible]	15.8	0.6	12.4	52.9	47.[illegible]	3.4	70.2	0.0	35.5
	% Net	(8,9)	(57,9)	(55,[illegible])	(15,0)	(0,6)	(13,5)	(58,2)	(5[illegible],3)	(3,7)	(83,7)	(0,0)	(39,[illegible])
1976/77	% Brut	29.2	50.7	70.3	47.6	0.8	28,4	81.5	47.7	7.6	80.4	1.7	54.0
	% Net	(32,9)	(58,8)	(79,1)	(53,7)	(0,9)	(31,1)	(91,5)	(53,5)	(8,[illegible])	(97,3)	(2,[illegible])	(60,3
1977/78	% Brut	17.4	65.[illegible]	61.0	16.6	0,0	20,3	83.8	57.4	7.4	79.0	2.8	47.1
	% Net	(18,8)	(78,7)	(68,[illegible])	(18,[illegible])	(0,0)	(21,7)	(96,4)	(61,9)	(7,7)	(98,8)	(4,0)	(52,7
1978/79	% Brut	21.6	68.8	66.1	68.2	25.5	30,0	79.9	51.9	22.6	81.4	16.2	54.1
	% Net	(24,1)	(82,4)	(75,9)	(81,1)	(26,2)	(21,4)	(89,5)	(56,6)	(25,4)	(100,0%)	(19,3)	(60,9

Sources: Statistiques annuelles de la D.G.M. (MTN) sur le PFIMC (projets recommandés); et statistiques mensuelles de la Division de la Formation en Industrie (S O E/DGEA), de 1975/76 à 1978/79 (mars)

Tableau 2 .- Evolution d'un indicateur de performance de la contribution MEQ au PFIMC: le pourcentage des projets PFIMC assistés par des institutions, par région, de 1975/76 à 1978/79 (années administratives: avril/mars).

Année scolaire		Région	(1) Gaspésie/ Bas-St-Laurent	(2) Saguenay/ Lac-St-Jean	(3) Québec	(4) Trois-Rivières	(5) Estrie	(6 N) Montréal-Nord	(6 C) Montréal-Centre	(6 S) Montréal-Sud	(7) Outaouais	(8) Nord-Ouest	(9) Côte-Nord	Total Québec
[illegible]	1975/76	Brut	554	[illegible]	[illegible]	[illegible]	173	536	[illegible]	562	263	272	126	[illegible]
		Net	([illegible])	(527)	([illegible])	([illegible])	(154)	(467)	(1325)	(499)	(233)	(241)	(112)	(5399)
	1976/77	Brut	539	580	[illegible]	[illegible]	308	597	1625	600	395	366	138	7014
		Net	(489)	(398)	([illegible])	(567)	(279)	(542)	(1474)	(544)	(350)	(332)	(125)	([illegible])
	1977/78	Brut	973	607	[illegible]	914	501	774	1919	771	564	425	301	9114
		Net	(880)	([illegible])	([illegible])	(736)	(453)	(700)	(1735)	(697)	(510)	(384)	(272)	([illegible])
	1978/79	Brut	628	436	1433	406	355	788	1897	771	372	304	261	7651
		Net	(557)	(360)	(1235)	(337)	(341)	(730)	(1675)	(698)	(355)	(217)	(218)	(6723)
[illegible]	1975/76		92	113	646	136	2	105	[illegible]	257	5	212	1	2557
	1976/77		155	180	1007	[illegible]	1	158	[illegible]	338	[illegible]	267	6	3710
	1977/78		172	[illegible]	[illegible]	254	27	171	1578	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	1978/79 (1)		140	276	995	243	5	190	1450	450	170	253	82	4162

(1) Juillet 1978 à fin mars 1979 (cumulatif)

Sources: Statistiques mensuelles de la D.G.E. ([illegible]) sur le [illegible] (projets [illegible] commandés et [illegible]); et statistiques (brutes) annuelles de la Division de la Formation en Industrie ([illegible]), de [illegible] à 1978/79.

Tableau 5.- Evolution du nombre total (brut et net) des projets [illegible] et du nombre de projets modifiés par des institutions de Formation des Adultes, par région, de 1975/76 à 1978/79 (années scolaires: Juillet/juin).

16

Année scolaire		Région	(1) Gaspésie/ Bas-St-Laurent	(2) Saguenay/ Lac-St-Jean	(3) Québec	(4) Trois-Rivières	(5) Estrie	(6 A) Montréal-Nord	(6 C) Montréal-Centre	(6 S) Montréal-Sud	(7) Outaouais	(8) Nord-ouest	(9) Côte-Nord	Total Québec
Effectifs (nbre)	1975/76	% Brut	14,8	30,7	52,9	26,0	1,2	20,0	67,0	41,7	1,9	77,9	0,8	47,1
		% Net	(16,7)	(34,6)	(59,5)	(29,7)	(1,3)	(22,5)	(75,4)	(51,5)	(2,2)	(88,0)	(0,9)	(47,4)
	1976/77	% Brut	28,9	55,3	60,0	57,3	0,3	26,5	81,2	54,3	9,4	75,0	4,4	52,9
		% Net	(31,7)	(61,0)	(75,0)	(61,2)	(0,4)	(29,2)	(89,6)	(60,1)	(10,3)	(90,4)	(4,8)	(58,3)
	1977/78	% Brut	17,7	70,5	65,1	32,2	5,4	22,1	82,2	55,9	5,9	87,1	0,7	48,2
		% Net	(19,6)	(77,7)	(72,0)	(34,5)	(6,0)	(24,4)	(91,0)	(60,8)	(6,5)	(96,4)	(0,7)	(53,5)
	1978/79	% Brut	22,3	63,3	62,5	59,9	1,4	24,1	76,9	58,4	45,7	83,2 (100%)	31,4	54,4
		% Net	(25,1)	(76,7)	(72,5)	(72,1)	(1,5)	(26,0)	(87,0)	(64,5)	(47,9		(37,6)	(61,9)

(1) Juillet 1978 à fin mars 1979 (cumulatif)

Sources: Statistiques mensuelles de la D G M (MEQ) sur le PFIMC (projets recommandés et annulations); et statistiques (brutes) annuelles de la Division de la Formation en Industrie (MEQ/DGMA), de 1975/76 à 1978/79.

Tableau 4.- Evolution d'un indicateur de performance de la contribution MEQ au PFIMC: le pourcentage des projets PFIMC annulés par des institutions, par région, de 1975/76 à 1978/79 (années scolaires: juillet/juin).

On peut faire essentiellement deux ordres de constatations générales:

a) La distribution des projets assistés, en pourcentages à travers les régions (cf. tableau 1), tend vers une réduction des différences extrêmes et vers une répartition qui s'écarte moins de la distribution proportionnelle réelle de l'ensemble des projets PFIMC dans l'ensemble des régions, par comparaison avec 1975/76. L'écart-type autour de la moyenne est passé de ±12,4% à ±11,6%, ±11,9% et ±10,4%, ce qui montre, entre la première et la deuxième année de la série, une "dispersion" moins extrême des pourcentages de projets entre les diverses régions. Si par exemple, les pourcentages de la dernière année tendent à diminuer légèrement dans les plus grandes régions (Québec et Montréal-Centre), ce n'est pas parce que le nombre de projets y a diminué, car au contraire il s'y est accru: c'est parce qu'il y a eu une croissance plus intense dans d'autres régions à plus faible volume comme le Saguenay-Lac-St-Jean, l'Estrie, Trois-Rivières, L'Outaouais et la Côte-Nord. Cela signifie, entre autres, des "effets de rattrapage" dans quelques-unes parmi ce dernier groupe de régions.

b) La proportion des projets assistés par des institutions a augmenté dans l'ensemble du Québec, avec une tendance à la stabilisation: nous l'avons vu plus haut. Au niveau des régions, on peut distinguer trois types de tendance (cf. tableau 2):

- Un accroissement initial faible qui tend à s'accélérer: c'est le cas dans les régions 5, 7 et 9; c'est la "courbe de rattrapage".

- Un accroissement rapide tendant à se stabiliser: c'est le cas dans les régions 2, 3, 6 (N,C,S.) et 8, dont les fluctuations brusques sont en partie annulées par le calcul des moyennes mobiles, qui mettent mieux en évidence les tendances principales.

- Un accroissement en deux bonds successifs: c'est le cas pour les régions 1 et 4; la courbe "lourde" des moyennes mobiles est toutefois plus remontante au deuxième bond, pour la région 4 (1). La région 6 Sud a connu des fluctuations un peu semblables, avec une tendance à un léger accroissement régulier (calculé en moyennes mobiles).

---

(1) Le décès du répondant régional de la région 1, en 1978, explique peut-être en partie la plus lente reprise dans cette région.

Les données sur les moyennes mobiles seront présentées au chapitre 5, région par région, avec les autres données disponibles, pour constituer chaque "sommaire régional".

Dans le document présenté par le S O E à la TREAQ le 15 mai 1979, il est dit (p.3) que: "Le MTM étant satisfait des productions actuelles et les relations s'étant améliorées, il serait normal de prévoir un taux de pénétration qui se situe approximativement à 70%. Les 30% qui restent ne justifient pas la présence des institutions (trop peu de contenu)."

Il convient de noter à ce propos que dans près de la moitié des régions (cinq sur onze: régions 2,3,4, 6c et 8), le taux net de pénétration dépasse déjà 70%, et même 80% dans quatre cas; et que deux régions (6c et 8) atteignent ou dépassent même 80% comme taux brut de pénétration, ce qui est manifestement inférieur à la réalité.

On se trouve ici dans un dilemme d'interprétation:

- a) ou bien la norme de ± 70% est fondée, et alors dans cinq régions on assiste pédagogiquement 8% à 30% (en pourcentage net, selon la région) de projets qui ne justifient pas, pédagogiquement, qu'on les assiste;

- b) ou bien les proportions de projets assistés dans ces cinq régions sont pédagogiquement réalistes et justifiées pour diverses raisons, et alors la norme de 70% est relativement arbitraire par quelque côté.

La solution à cette question ne peut résider dans l'interprétation des seuls chiffres qu'on a; et ce pour deux raisons. D'abord, c'est une question de normes qualitatives, dont seule l'application critériée à une population (ou échantillon) de projets peut déterminer

la proportion de ces projets comportant les caractéristiques minimum de sérieux pour justifier un soutien pédagogique. En second lieu, il y a (dans la pratique qui a prévalu jusqu'à maintenant, du moins) une question de "plus ou de "moins", de degrés de mérite dans les projets, et de degrés de complexité et d'intensité dans les modes et actions de soutien pédagogique donnés aux projets. Une analyse qualitative de cette "exploration des limites" dans les taux de pénétration permettra, espérons-nous, d'apporter des réponses plus concrètes à cette question.
répon

2.2.2. - Les stagiaires assistés

Le tableau 5 présente les nombres bruts (observés pour les projets PFIMC; estimés pour les projets assistés par des institutions) et nets (estimés dans les deux cas) de stagiaires dans les projets PFIMC et les projets assistés par des institutions, dans les diverses régions, de 1975/76 à 1978/79, sur la base des années administratives(1).

Le tableau 6 présente les données correspondantes pour l'année scolaire, au cours de la même période, mais sans estimer les nombres nets de stagiaires pour les projets assistés par le MEQ (via les institutions); en revanche, les pourcentages horizontaux y sont indiqués, ce qui permet de constater les variations au cours des années, et de comparer les pourcentages "MEQ" avec les pourcentages "MTMO".

---

(1) Les données brutes pour les stagiaires dans les projets assistés par le MEQ sont estimées en multipliant les projets MEQ par le nombre moyen de stagiaires par projet dans l'ensemble des projets PFIMC dans chaque région; les données nettes sont estimées en supposant que la proportion des projets MEQ qui sont annulés est la même que pour l'ensemble des projets PFIMC (ce qui est probablement une estimation légèrement conservatrice ou "pessimiste").

Année administrative / Région			(1) Gaspésie/ Bas-St-Laurent	(2) Saguenay/ Lac-St-Jean	(3) Québec	(4) Trois-Rivières	(5) Estrie	(6 N) Montréal-Nord	(6 C) Montréal-Centre	(6 S) Montréal-Sud	(7) Outaouais	(8) Nord-Ouest	(9) Côte-Nord	Total Québec
Stagiaires [illegible]	1975/76	Brut	1623	1100	2711	1411	702	1029	5842	2184	511	496	503	18112
		Net	(1467)	(994)	[illegible]	[illegible]	(634)	(950)	[illegible]	(1974)	(462)	(448)	(455)	(16369)
	1976/77	Brut	1329	801	3981	[illegible]	685	1017	3852	1753	730	751	331	16492
		Net	(1190)	(717)	(3564)	(1130)	(613)	(911)	(3449)	[illegible]	(654)	(672)	(296)	(14765)
	1977/78	Brut	1851	1232	5295	1968	1160	1365	5101	2897	1212	821	1104	23986
		Net	(1639)	(1105)	(4739)	(1761)	(1038)	[illegible]	(4565)	(2593)	(1085)	(735)	[illegible]	[illegible]
	1978/79	Brut	1631	1579	4454	[illegible]	914	1461	5963	2702	1259	891	819	22415
		Net	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	(1341)	[illegible]	(2426)	(1190)	(628)	(676)	(19909)
Stagiaires [illegible]	1975/76	Brut	[illegible]	564	1351	195	4	127	3075	[illegible]	17	347	0	6617
		Net	(119)	(329)	[illegible]	(174)	(4)	(115)	(2779)	(928)	(15)	(314)	(0)	(5980)
	1976/77	Brut	392	410	[illegible]	[illegible]	6	[illegible]	3173	846	56	610	4	8904
		Net	(351)	(367)	[illegible]	[illegible]	(5)	(262)	(2841)	(757)	(50)	(546)	(4)	(7972)
	1977/78	Brut	308	778	[illegible]	[illegible]	0	269	4145	1613	87	628	30	11304
		Net	(276)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	(0)	(241)	(3707)	(1444)	(78)	(562)	(27)	(10117)
	1978/79	Brut	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	4422	1301	[illegible]	673	123	12124
		Net	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	(105)	(10769)

Source: D.G.M. (MTMO), données statistiques de [illegible]

Tableau [illegible].- Évolution des nombres bruts et nets de stagiaires du [illegible] et [illegible] dans les projets [illegible] par des institutions de formation (estimations), par région, de [illegible] à [illegible]. (Années administratives: avril/mars).

Année scolaire	Région	(1) Gaspésie/Bas-St-Laurent	(2) Saguenay/Lac-St-Jean	(3) Québec	(4) Trois-Rivières	(5) Estrie	(6 N) Montréal-Nord	(6 C) Montréal-Centre	(6 S) Montréal-Sud	(7) Outaouais	(8) Nord-Ouest	(9) Côte-Nord	Total Québec
1975/76	Brut (*) %	1461 (9,0)	990 (6,1)	2441 (15,0)	1271 (7,8)	632 (3,9)	927 (5,7)	5261 (32,2)	1967 (12,1)	460 (2,8)	447 (2,7)	453 (2,8)	16310 (100%)
1976/77	Brut %	1423 (7,8)	838 (4,6)	4435 (24,3)	1535 (8,4)	747 (4,1)	1160 (6,4)	4268 (23,4)	1605 (8,8)	839 (4,6)	828 (4,5)	566 (3,1)	18242 (100%)
1977/78	Brut %	2260 (8,8)	1369 (5,3)	4990 (19,4)	2125 (8,3)	1471 (5,8)	1436 (5,6)	5803 (22,6)	2963 (11,5)	1363 (5,3)	834 (3,2)	1157 (4,5)	25735 (100%)
1978/79	Brut %	1352 (6,2)	1777 (8,2)	4560 (21,0)	1139 (5,3)	799 (3,7)	1334 (6,2)	5295 (24,4)	2868 (13,2)	1129 (5,2)	825 (3,8)	585 (2,7)	21663 (100%)
1975/76	Brut (*) %	213 (3,0)	299 (4,3)	1269 (18,1)	325 (4,6)	7 (0,1)	[illegible]	3466 (49,5)	885 (12,6)	9 (0,1)	342 (4,9)	4 (0,06)	7001 (100%)
1976/77	Brut (*) %	401 (4,2)	453 (4,7)	2955 (30,6)	562 (5,8)	2 (0,02)	[illegible]	3397 (35,2)	886 (9,2)	77 (0,8)	592 (6,1)	25 (0,3)	9649 (100%)
1977/78	Brut (*) %	505 (4,1)	927 (7,5)	5132 [illegible]	659 [illegible]	74 (0,6)	305 (2,5)	4602 (37,1)	1570 (12,7)	51 (0,4)	700 (5,6)	8 (0,06)	12393 (100%)
1978/79	Brut (*) %	286 (2,4)	1067 (9,1)	2702 (22,9)	647 (5,5)	10 (0,9)	305 (2,8)	3862 (32,8)	1588 (13,5	490 (4,2)	652 (5,5	175 (1,5)	11764 (100%)

(1) Juillet 1978 à fin mars 1979 (cumulatif)

(*) Estimations (sauf le total des données du MTMO, qui n'étaient pas disponibles mensuellement pour chaque région, en 1975/76; ce total est une donnée observée).

Source: Statistiques (brutes) mensuelles de la DGM (MTMO); et de la division de la Formation en Industrie [illegible], de 1975/76 à 1978/79 (mars). (Années scolaires: juillet/juin).

Tableau [illegible].- Évolution du nombre brut des stagiaires, par région, dans l'ensemble des projets du [illegible] (observations) et dans les projets assistés par des institutions de formation (estimations), de [illegible] à [illegible] (fin mars). (Années scolaires: juillet/juin).

Ces données régionales sur les stagiaires, comme celles présentées à la section 2.1.2. pour l'ensemble du Québec, ne seront pas analysées ici comme indicateurs de performance: les pourcentages "stagiaires MEQ/stagiaires PFIMC" reproduiraient, à quelques points ou pourcentages près, les proportions déjà calculées pour les projets MEQ/projets PFIMC.Nous les présenterons ici pour que le lecteur dispose d'un ordre de grandeur (au moins estimé) du nombre de personnes constituant la clientèle pédagogique réelle des projets de formation en entreprise, ultimement visée et rejointe par les actions de soutien pédagogique du réseau de l'éducation des adultes: ceux qui se trouvent effectivement en situation de formation.

3. Un indicateur de performance financière des actions de soutien pédagogique à la formation dans l'entreprise: l'évolution des coûts unitaires bruts, par projet et par stagiaire, et l'évolution de la productivité par $1,000, dépensés, de 1975/76 à 1978/79

A partir des données budgétaires du SOE pour la période de 1974/75 à 1978/79 (année scolaire, juillet à juin), il est possible de calculer les coûts unitaires bruts que représente le financement d'un projet moyen et d'un stagiaire moyen, dans les projets PFIMC soutenue pédagogiquement par des institutions. Si d'année en année, on constatait que les coûts unitaires moyens tendent à diminuer, cela signifierait qu'avec une enveloppe budgétaire quelconque, on produit des services et on les rend accessibles pour un plus grand nombre de projets et de stagiaires qu'avec un budget semblable dans les années antérieures. On dira alors qu'il y a eu un accroissement mesurable d'efficience de l'organisation dans l'exploitation des ressources financières disponibles au budget: c'est un indicateur de performance dont le bilan est positif, puisqu'avec autant, ou moins de ressources qu'auparavant, on produit des extrants en quantité plus élevée.

Pour établir des comparaisons quantitatives plus rigoureuses, il est toujours utile de ne pas nous contenter des données budgétaires exprimées en dollars courants, lesquelles incluent des variations d'accroissement attribuables à l'inflation monétaire. Pour transformer les dollars courants (difficilement comparables) en dollars constants (où sont éliminées les variations de la hausse inflationnaire), on a recours, pour le secteur public, à l'indice implicite des prix de la dépense publique courante en biens et services (1), lequel exprime la valeur du dollar, pour une série d'années civiles consécutives, relativement à la valeur d'achat pour une année de base choisie dont la valeur est fixée à 100,0. Exprimé par rapport à l'année de base 1971 pour les années civiles qui nous intéressent, l'indice a été le suivant: (1971 = 100.0):

- 1974: 135,1
- 1975: 155,8
- 1977: 195,0
- 1978: 211,1
- 1979: (229,8): estimé à partir de l'accroissement annuel relatif moyen pour 1977 et 1978.

(1) Statistique Canada. Données conjonctuelles pour la période 1974 à 1978.

Si on transforme ces données en prenant 1974 comme année de base au début de la série (135,1 = 100,0), l'indice pour les mêmes années devient: 100,0; 115,3; 131,8; 144,3; 156,3; et (170,1). Une transformation supplémentaire doit toutefois être opérée pour tenir compte du fait que les dépenses du S.O.E. s'appliquent, non pas sur la base de l'année civile, mais sur l'année scolaire; le décalage est de six mois. Nous avons donc pris la moyenne arithmétique de la valeur de l'indice implicite des prix pour chaque couple d'années successives dans la période étudiée, ce qui donne les valeurs relatives suivantes (1974=100,0).

- 1974/75: 107,7
- 1975/76: 123,6
- 1976/77: 138,1
- 1977/78: 150,3
- 1978/79: (163,2): comprend l'estimation pour la seconde moitié de l'année.

Les données budgétaires sont ensuite transformées, en divisant le montant du budget de chaque année, en dollars courants, par la valeur de l'indice des prix de l'année, et en multipliant par cent. Les résultats sont présentés dans le tableau de la page suivante, à la fois en dollars courants et en dollars constants; et en dollars constants, dans le graphique qui suit le tableau (mais sur la base de 1976: 100,0 pour avoir une base de comparaison plus près du milieu de la période).

Plusieurs observations se dégagent de ces données:

a) L'augmentation du budget pour la formation en industrie, lorsque celui-ci est traduit en dollars constants, n'a pas compensé entièrement le taux d'inflation au cours des deux années postérieures à 1976/77, même si le montant de 1978/79 a augmenté de $346 000, par rapport aux budgets des deux années précédentes, en valeur courante.

b) Entre 1974/75 et 1977/78, le coût unitaire en dollars constants a diminué de -39,9% pour les projets, et de -40,5% pour les stagiaires touchés. Si on étend la période jusqu'à 1978/79, on peut établir ces diminutions de pourcentages à -32,1% pour le coût par projet; et à -32,9% pour le coût par stagiaire. Cette diminution des coûts unitaires

Coûts / Année scolaire	Coût brut par projet		Coût brut par stagiaire		Coût brut total (M.E.Q.) (1)	
	Dollars courants	Dollars constants (1974=100,0)	Dollars courants	Dollars constants (1974=100,0)	Dollars courants (Budget comptable)	Dollars constants (1974 = 100,0)
1974/75	571.43	530.57	(204.08)	(189.49)	500 000.	464 253.
1975/76	586.40	474.43	(218.60)	(173,35)	1 500 000.	1 213 592.
1976/77	566.04	409.88	(217.64)	(157.60)	2 100 000.	1 520 637.
1977/78	478.47	318.34	(169.45)	(112.74)	2 100 000.	1 397 206.
1978/79 (2).	587.70	360.11	(207.57)	(127.19)	2 446 000.	1 498 775.

(1) Il semble que les montants périmés aient été tellement négligeables que les montants comptables des budgets sont assimilables aux montants des dépenses réelles.

Source: SOR (D.G.E.A.). (Avril 1979). Rencontre T.R.E.A.Q. - D.G.E.A., 15 mai 1979: Formation industrielle. (Tableau, p.2)

Tableau 7 .- Evolution des coûts unitaires bruts, par projet et par stagiaire, des services de soutien pédagogique aux projets PFIMC, de 1974/75 à 1978/79, en dollars courants et en dollars constants (1974=100,0).

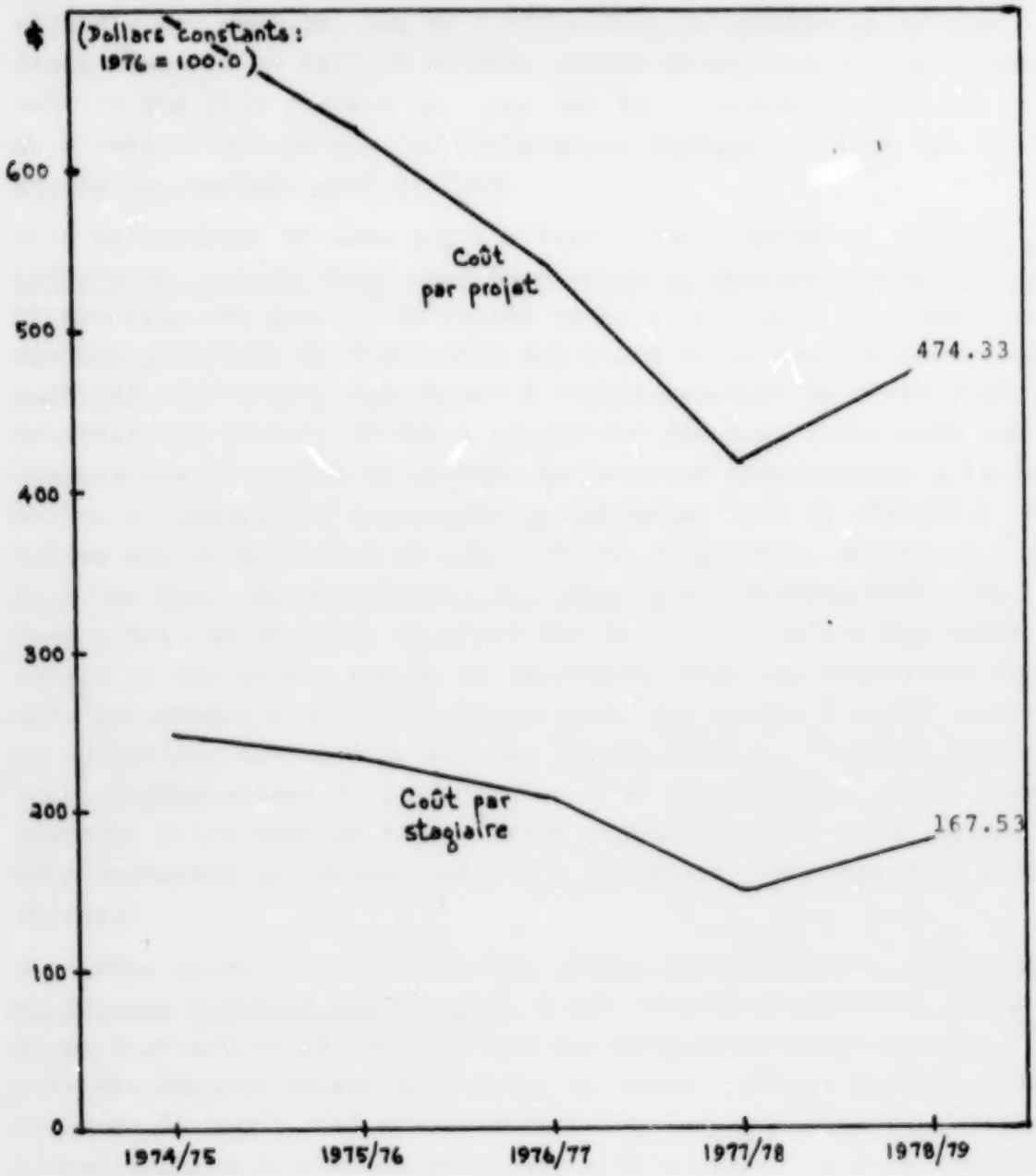

Figure 5 .- Evolution des coûts unitaires bruts, par projet et par stagiaire, des services de soutien pédagogique aux projets de formation du PFIMC, de 1974/75 à 1978/79 (année scolaire), en dollars constants (1976= 100.0).

signifie par exemple, que si l'efficience du système de soutien était demeurée en 1977/78 au même niveau qu'en 1974/75, on n'aurait assisté que 2633 projets (au lieu des 4389 touchés en 1977/78), et on n'aurait rejoint que 7374 stagiaires environ (au lieu des 12 393 stagiaires estimés pour 1977/78).

c) - Le tableau, de même que l'illustration graphique, montrent pour 1978/79 un certain recul dans la diminution des coûts bruts unitaires. Il est trop tôt pour qu'on puisse juger s'il s'agit là d'une limite durable au rythme de diminution des coûts unitaires (ou en termes positifs, une"limite naturelle" à l'accroissement de l'efficience). En effet, en 1978/79 le SOE a ajouté des dépenses fixes pour des composantes nouvelles du système de services pédagogiques à la formation en industrie: engagement de personnel pour la rédaction définitive des attestations de capacités de stagiaires, nouvelles normes pour les frais de déplacement des conseillers pédagogiques, etc. Compte tenu de ce fait, il n'est pas sûr que la baisse des coûts unitaires ne continuera pas de se manifester dans les prochaines années, mais assurément à un rythme décroissant qui tendra éventuellement à se stabiliser autour d'un minimum incompressible. D'autres améliorations quantitatives et qualitatives dans les services (coûts fixes) pourront d'ailleurs accélérer cette stabilisation à moyen terme, et même accroître de nouveau les coûts unitaires, sans que cela soit anormal.

d) - Même si on n'élimine pas les effets de l'inflation, les coûts en dollars courants ont diminué, entre 1974/75 et 1977/78, de 16,3% en moyenne par projet et de 17,0% par stagiaire. Cette observation, pour des raisons citées plus haut, ne donne toujours qu'une mesure tronquée du degré réel d'amélioration de la performance atteint par l'organisation de soutien pédagogique à la formation dans l'entreprise, au cours de ces années. Sur ce plan, en tout cas, il s'agit d'une évolution de performance remarquable, car normalement on pourrait avoir une amélioration considérable d'efficience mesurée en dollars constants mais qui serait masquée par un accroissement des coûts unitaires mesurés en dollars courants (à partir de la seule valeur nominale des montants budgétaires annuels), ce qui laisserait croire faussement à une diminution d'efficience.

Une autre utilisation des mêmes données: un indicateur de productivité.

Il est possible d'inverser le rapport entre les données utilisées pour les calculs présentés plus haut, et de les transformer en un autre indicateur de performance ou d'efficience, exprimé, cette fois, en termes de productivité des dépenses en services d'assistance pédagogique. On décrira donc ici, pour les mêmes années, l'évolution du nombre de projets et du nombre de stagiaires qui ont été assistés, par $1 000. dépensés (en dollars constants de 1974):

$$\frac{\text{Nombre de projets (ou stagiaires) assistés}}{\text{Budget dépensé}} \times 1\,000 = \text{Productivité par \$1 000. dépensés.}$$

La figure 6 exprime l'évolution de cette mesure de productivité pour les projets et les stagiaires assistés au cours de la même période. On peut observer facilement le gain de productivité remarquable réalisé entre 1976/77 et 1977/78, suivi d'une légère baisse en 1978/79; ce gain en un an est particulièrement frappant pour le nombre estimé de stagiaires (+39,7%), mais il est très élevé aussi pour le nombre de projets assistés (+28,7%). Pour l'ensemble de la période jusqu'à 1977/78, le gain de productivité par $1 000. dépensés a été de + 67% pour les projets et de + 68% pour les stagiaires assistés (1). Si on prend uniquement en considération ce critère de productivité répondant à des préoccupations administratives d'efficience financière, il s'agit là sans aucun doute d'une performance très respectable. Il existe sans doute des problèmes à résoudre et il faudra les étudier par ailleurs; mais ils ne sont pas ici. Ce n'est évidemment pas le plus important à connaître sur le programme de soutien à la formation en entreprise, loin de là; mais c'est bon à savoir déjà dans une première étape de recherche.

(1) Si on considère l'ensemble de la période jusqu'à la fin de 1978/79, les accroissements de productivité sont de + 48,9% (en stagiaires par $1 000.) et de + 47,9% (en projets par $1 000.).

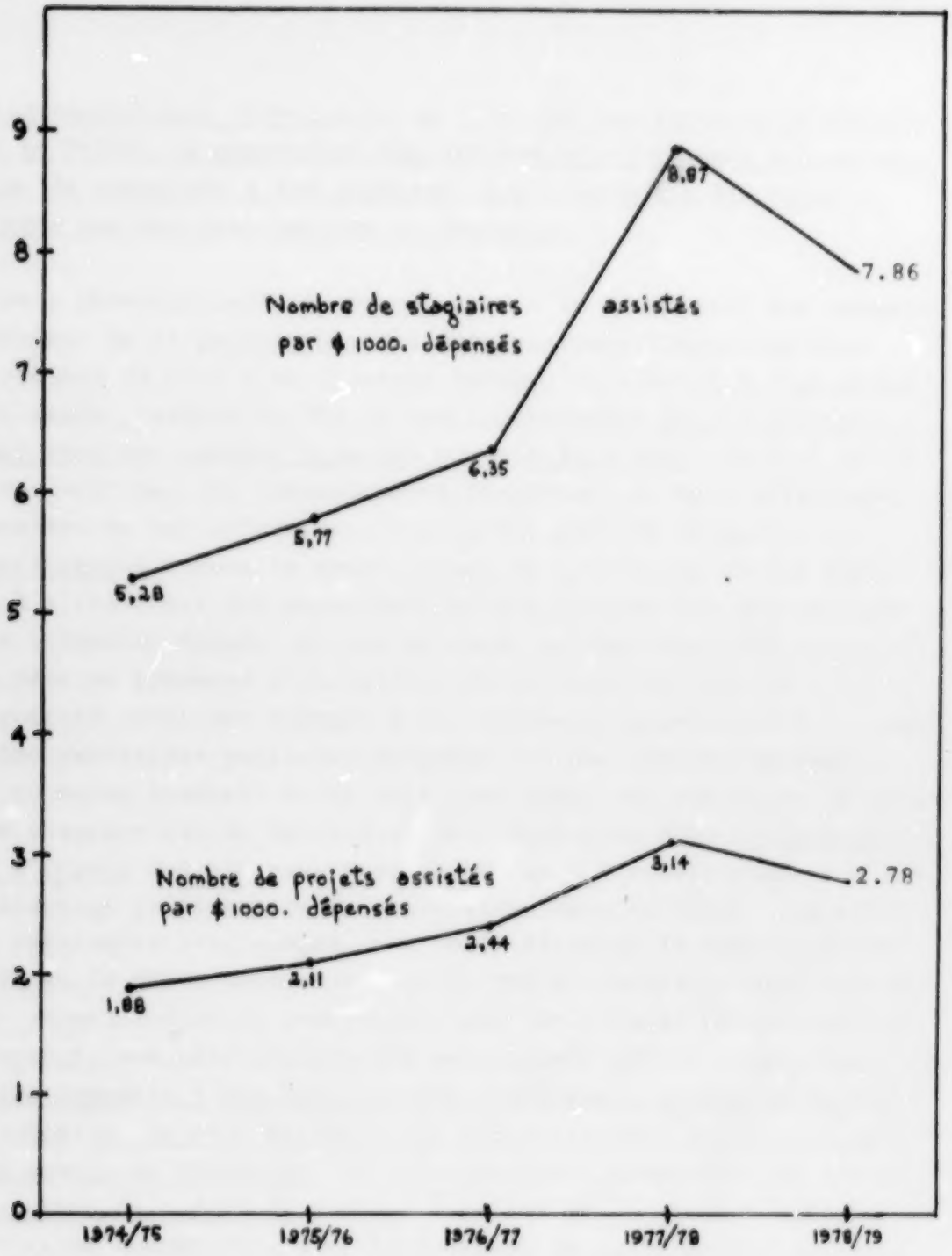

Figure 6. - Evolution du nombre de projets et du nombre de stagiaires assistés, par $1 000. dépensés, de 1974/75 à 1978/79. (dollars constants: 1974 = 100,0).

4. Un indicateur brut d'évolution de l'impact des services éducatifs dans le PFIMC: la proportion des projets pour lesquels une attestation de capacités a été produite, sur l'ensemble des projets assistés par des institutions de formation

Les deux premiers indicateurs ont permis de déterminer des aspects différents de la performance des interventions éducatives dans des projets du PFIMC: en d'autres termes, de mesurer à quel degré s'est rendu l'effort du MEQ et des institutions dans l'accomplissement réel par rapport à ce qui pouvait être fait, au plan de la "couverture" des cas théoriquement possibles, et de l'efficience financière de cet effort, au cours d'une période de quatre ans. La performance mesure le degré auquel on a fait les choses possibles à l'intérieur des ressources et des limites (ou contraintes) d'une situation donnée, en vue de produire des résultats visés. Mais même en présence d'un tableau de performance dont le bilan est positif (soit par rapport à un critère ou standard précis, soit par des variations positives mesurées sur une période de temps plus ou moins longue), on ne sait rien quant aux résultats. L'objet de ce chapitre est de faire état de l'évolution d'un indicateur brut d'impact des interventions du MEQ et des institutions sur les résultats de la formation des stagiaires dans le PFIMC. Les résultats pertinents ici, compte tenu de la division du travail entre le MEQ et le MTMO, sont ceux dont le MEQ est explicitement responsable: c'est-à-dire de contribuer, par des actions de soutien aux employeurs, aux instructeurs des entreprises et aux stagiaires, à faire acquérir à ces derniers des compétences professionnelles évaluables et de leur délivrer une reconnaissance officielle de leurs acquis de formation. En principe donc, la production d'une attestation de capacités professionnelles est un signal officiel de "mission accomplie", dans le contexte de la formation assistée en entreprise, du point de vue des services de formation des adultes

et des responsabilités du ministère de l'Education: l'objectif est officiellement atteint, au moins à un degré minimum. Cette seule information ne nous permet toutefois pas de déterminer le degré de qualité de ce résultat, mais nous dit seulement qu'il a été réalisé, à un degré de qualité inconnu (i.e., avec des marges d'amélioration souhaitable encore à déterminer). C'est dans ce sens que cet indicateur d'impact doit être considéré comme une mesure brute; cela ne nous en dit pas beaucoup, mais c'est "la première chose qu'il faut savoir". L'ensemble de ce premier rapport, d'ailleurs, se tient à ce premier niveau d'analyse brute d'informations élémentaires déjà disponibles.

Avant janvier 1978, il semble bien que si des attestations ont été produites, leur nombre a été négligeable; en tout état de cause, il n'existe aucune source de renseignements statistiques complets sur le sujet (1). C'est essentiellement depuis janvier 1978 que l'organisation du MEQ et des institutions a été en mesure de commencer à produire des attestations de capacités à l'intention des stagiaires, selon un système un peu régulier et qui semble s'accélérer dans l'ensemble.

Les chiffres présentés ici présentent des compilations régionales réalisées par les rédacteurs d'attestations (responsables du contrôle et de la rédaction des attestations dans leur forme définitive), du nombre d'attestations produites par eux à partir des formulaires IN-2 provenant des institutions, au cours de deux périodes successives: a) entre janvier et juin 1978, et b) entre juillet 1978 et juin 1979.

---

(1) Notons toutefois qu'en 1977 il y a eu 16 attestations produites dans la région de Montréal-Centre (6C); nous n'avons pas d'information équivalente sur les autres régions pour la même année.

Autre précision méthodologique:comme les IN-2 et les attestations ne sont produits qu'au terme d'un projet de formation dans une entreprise, la période incluant les projets assistés et donc potentiellement attestables doit être reculée au moins de cinq mois (durée moyenne de la majorité des projets) par rapport à la période où ont été produites les attestations. C'est le seul moyen d'estimer la proportion des projets effectivement attestés sur les projets potentiellement attestables, au cours d'une période définie.

Pour la première période de production d'attestations (janvier-juin 1978), nous avons reculé la période antérieure de réalisation des projets de formation auxquels correspondaient les attestations, de huit mois au lieu de cinq seulement; dans une des régions, il y aurait eu plus de projets avec attestation que de projets potentiellement attestables, si on ne reculait le calendrier que de cinq mois. Une période de huit mois a été jugée plus réaliste, même si cela risquait de sous-estimer les pourcentages réels dans d'autres régions, où le calendrier d'assistance aux projets de formation (correspondant aux attestations de la première moitié de 1978) aurait été plus court que huit mois. Ceci amène à préciser les deux périodes de production d'attestations de la manière suivante:

- Période I: attestations produites par les rédacteurs entre janvier et juin 1978 (pour des projets assistés entre avril 1977 et janvier 1978): 6 mois.

- Période II: attestations produites par les rédacteurs entre juillet 1978 et juin 1979 (pour des projets assistés entre février 1978 et janvier 1979): 12 mois.

Le tableau 8 présente les données de base pour divers calculs mesurant les indicateurs d'impact proprement dits (proportion des projets attestés sur le total des projets assistés, et proportion des projets attestés sur le total des projets PFIMC), dont les résultats apparaissent au tableau 9. De plus, le tableau 9 inclut des données équivalentes à celles de notre premier indicateur de performance (cf. tableaux 2 et 4), mais correspondant ici aux périodes I et II. Nous ne les commenterons pas longuement ici: ces données serviront à interpréter et à nuancer ou pondérer les "sommaires régionaux" du prochain chapitre.

4.1. - Evolution d'ensemble pour le Québec: projets et stagiaires

D'après les données qui sont disponibles (cf. tableau 8), le nombre des projets avec une attestation correspondante serait passée de (16+?) pour la période antérieure à 1978, à 444 au cours de la période I, et à 974 au terme de la période II; le nombre de stagiaires avec une attestation serait passé de (43+?) à 1207, puis à 2687 (nombres estimés), durant les mêmes deux périodes. Cela correspond à un accroissement relatif de 119,4% pour les projets, et de 122,6% pour les stagiaires, au cours de deux périodes totalisant un an et demi. L'indicateur d'impact, mesuré ainsi en termes absolus, est donc fort positif: le nombre d'attestations, à partir d'un niveau très bas et d'une organisation antérieurement très faible (et commençant tout juste de se donner des conditions minimales de stabilité d'effectifs et de continuité dans les opérations au début de 1978), est caractérisée par un accroissement initial très rapide. Et même si l'on double le nombre d'attestations de la première période pour simuler une année pleine, on constate que dans la seconde période d'un an, le nombre d'attestations a été supérieur au nombre doublé d'attestations des six mois précédents.
Le taux d'accroissement du nombre moyen d'attestations produites par mois a été de 10,3%, soit de 74,0 à 81,6 attestations par mois entre les deux périodes.

Projets, Stagiaires et Attestations / Période / Région		(1) Lanaudière-Jean-St-Laurent	(2) Saguenay/Lac-St-Jean	(3) Québec	(4) Trois-Rivières	(5) Estrie	(6 A) Montréal-Nord	(6 C) Montréal-Centre	(6 S) Montréal-Sud	(7) Outaouais	(8) Nord-Ouest	(9) Côte-Nord	Total Québec
A- Projets avec attestation	I	85	4	259	0	0	0	5	54	4	66	1	444
	II	84	62	355	195	16	89	54	52	3	25	39	974
B- Projets assistés par une institution (MEQ) (Brut)	I	111	220	867	119	0	121	1230	369	35	275	7	3344
	II	169	390	1075	275	32	184	1603	382	52	307	36	4415
C- Projets PPIMC (MTMO)	Brut I	595	341	1412	645	315	611	1490	628	407	349	199	6992
	Net I	(533)	(306)	(1265)	(578)	(282)	(548)	(1335)	(563)	(365)	(313)	(178)	6266
	Brut II	775	442	1571	595	387	763	1951	731	496	365	313	8299
	Net II	(696)	(368)	(1366)	(426)	(377)	(708)	(1738)	(667)	(476)	(265)	(262)	7349
D- Nombre de stagiaires PPIMC (MTMO) (Nombre brut)	I	1471	931	4100	1611	821	1125	4977	2210	893	683	927	19077
	II	1661	1480	4978	1384	1046	1400	5306	2982	1153	805	950	23145
Nombre (estimé) de stagiaires avec attestation	I	(210)	(11)	(694)	(20)	(0)	(0)	(9)	(120)	(9)	(129)	(5)	(1207)
	II	(165)	(196)	(1064)	(566)	(40)	(151)	(138)	(195)	(7)	(53)	(112)	(2687)

Période I: Attestations produites entre janvier et juin 1978 (correspondant aux projets assistés entre avril 1977 et janvier 1978.
Période II: Attestations produites entre juillet 1978 et juin 1979 (correspondant aux projets assistés entre février 1978 et janvier 1979. Les projets correspondant à une période reculée de 5 mois; pour la période I, nous avons décalé les projets de huit mois pour obtenir des chiffres plus réalistes en moyenne.
Sources: Statistiques mensuelles du SOE/DGMA (MEQ) et de la DGM (MTMO) pour 1977/78 et 1978/79 (fin mars). N.B.: Les nombres entre parenthèses sont estimés.

Tableau 8. - Données par région sur les attestations de capacités produites au cours de deux périodes successives (janvier/juin 1978 et juillet 1978/mars 1979) et sur les projets et stagiaires PPIMC et les projets assistés par des institutions.

Indicateurs \ Région / Période (1)		(1) Gaspésie-Bas-St-Laurent	(2) Saguenay Lac-St-Jean	(3) Québec	(4) Trois-Rivières	(5) Estrie	(6 N) Montréal-Nord	(6 C) Montréal-Centre	(6 S) Montréal-Sud	(7) Outaouais	(8) Nord-Ouest	(9) Côte-Nord	Total Québec
Proportion des projets attestés sur le total brut des projets assistés (%)	II	76,6	1,8	27,9	6,7	0,0	0,0	0,3	9,2	11,4	24,0	14,3	13,3
	II	49,7	20,7	33,[illegible]	70,9	50,0	48,4	3,4	13,6	5,8	8,1	100,0 (2)	22,1
Proportions des projets attestés sur le total des projets PFIMC (%)	I Brut	14,3	1,2	16,9	1,2	0,0	0,0	0,2	5,4	1,0	18,9	0,5	6,4
	I Net	(15,9)	(1,3)	(18,9)	(1,4)	(0,0)	(0,0)	(0,2)	(6,0)	(1,1)	(21,1)	(0,6)	7,1
	II Brut	19,8	14,0	22,6	39,6	4,1	11,7	2,8	7,1	0,6	6,8	12,5	11,7
	II Net	(15,8)	(16,8)	(26,0)	(45,8)	(4,2)	(12,6	(3,1)	(7,8)	(0,6)	(9,4)	(14,9)	13,3
Proportions des projets assistés sur le total des projets PFIMC (%)	I Brut	18,7	64,5	60,7	18,5	0,0	19,9	92,6	58,8	8,6	78,8	3,5	47,8
	I Net	(20,8)	(71,9)	(67,7)	(20,6)	(0,0)	(22,1)	(92,1)	(65,5)	(9,6)	(87,9)	(3,9)	53,4
	II Brut	21,8	67,9	68,4	54,5	8,3	21,1	92,2	52,3	10,5	94,1	11,5	53,2
	II Net	(24,3)	(81,5)	(78,7)	(64,6)	(8,5)	(26,0)	(92,2)	(57,3)	(10,9)	+(100,0) 115,8)(2)	(13,7)	60,1

Sources: Statistiques mensuelles du [illegible] (MEQ) et de la DGM (MTMO) pour 1977/78 et 1978/79 (fin mars).

N.B.: Les pourcentages entre parenthèses ont été calculés à partir de nombres estimés.

(1) Période I: Attestations produites entre janvier et juin 1978 (correspondant aux projets assistés entre avril 1977 et janvier 1978): 6 mois.

Période II: Attestations produites entre juillet 1978 et juin 1979 (correspondant aux projets assistés entre février 1978 et janvier 1979): 12 mois. (*)

(2) Ces pourcentages supérieurs à 100% signifient que, dans ces régions, la période II n'a pas été suffisamment reculée pour couvrir tous les projets assistés 5 mois avant, ayant fait l'objet des attestations produites durant la période II.

(*) Les projets correspondent donc à une période reculée de 5 mois; pour la période I, nous avons décalé les projets de huit mois (au lieu de cinq) pour obtenir des chiffres plus réalistes en moyenne.

Tableau 9. - Indicateurs de performance (projets assistés sur projets PFIMC) et d'impact (projets avec attestation sur projets assistés et projets assistés sur projets PFIMC), par région, pour deux périodes successives au cours de 1977/78 et de 1978/79.

Transposant ces données en termes de rapports relatifs, que nous dit le tableau 9 sur l'évolution de cet indicateur l'impact?

a) Que, par rapport au nombre total des projets assistés par les institutions elles-mêmes, le pourcentage des projets avec attestation est passé de près de 0,0% avant 1978, à 13,3% et à 22,1% des projets assistés potentiellement "attestables", après janvier 1978. Si on enlevait la proportion (inconnue) des projets assistés mais annulés, ces pourcentages seraient légèrement supérieurs.

b) Par rapport au nombre total des projets PFIMC au cours des mêmes périodes,,le pourcentage des projets avec attestation est passé de 0,0% à 6,4% et à 11,7% (en pourcentages bruts), ou de 0,0% à 7,1% et à 13,3% (en pourcentages nets) des projets PFIMC théoriquement "assistables" et "attestables"; la proportion réelle se trouvant à l'intérieur de la marge entre les pourcentages bruts et nets (les pourcentages moyens entre les extrêmes sont de 0,0%, 6,8% et 12,5%).

Les deux observations précédentes montrent:

1 - que l'opération "attestations de capacités" en est encore au début d'un rattrapage important, bien amorcé pour une première année; mais:

2 - qu'il reste encore une marge fort importante à réduire, même par rapport au taux de pénétration actuel des projets assistés par des institutions (lequel taux est lui-même en progression aussi).

Cet indicateur est le plus important et le plus significatif des trois, car il traduit en termes quantitatifs (même si le contenu concret est très pauvre en termes d'implications) le degré auquel la contribution du MEQ et des institutions atteint effectivement ses propres objectifs de formation au bénéfice d'une population de stagiaires.

4.2. - Evolution par région: projets et stagiaires

Si on se reporte au tableau 9, on constate qu'il y a eu six "modèles de démarrage" parmi les régions:

a) Démarrage lent (<8% de projets attestés), suivi d'une croissance plus ou moins rapide (20 à 71%); c'est le cas des régions 2, 4, 5 et 6N.

b) Démarrage moyen (9% à 12%), suivi d'une croissance légère (11% à 19%); c'est le cas de la région 6S.

c) Démarrage moyen à fort (20%+), suivi d'une diminution plus ou moins forte; c'est le cas des régions 1, 7 et 8.

d) Démarrage lent (<1%), suivi d'une croissance très faible (3%); c'est le cas de la région 6C. (1)

e) Démarrage fort (27%+), suivi d'une croissance légère (33%); c'est le cas de la région 3.

f) Démarrage moyen (14%), suivi d'une croissance forte (83%); c'est le cas de la région 9.

---

(1) Signalons ici, toutefois, que la situation dans cette région n'est pas claire, du point de vue de notre base de données: il se peut que les statistiques disponibles soient sous-estimées quant au nombre des attestations potentielles (IN-2) que les institutions ont pu faire parvenir aux rédacteurs avec un certain retard, de sorte que le contrôle n'a pu en être fait au S O E pour 1978/79: mais les chiffres donnés ici sont des observations réelles d'attestations dûment contrôlées.

L'important à retenir ici, c'est surtout le mode de calcul employé, qui pourra devenir vraiment utile, à l'avenir, comme indicateur d'impact, pour l'évaluation annuelle des opérations de la formation en entreprise. Le formulaire IN-5 permettra en outre une exploitation informatique de ces données en offrant la possibilité de les croiser par région, par secteur économique ou groupe professionnel, etc., pour raffiner davantage encore les contextes d'évaluation.

5. - Sommaires régionaux des tendances observées: performance et impact des services éducatifs

Comme deux des indicateurs analysés dans les chapitres antérieurs ont été présentés séparément, et que certaines données d'une catégorie peuvent aider à comprendre ou à mieux pondérer ou nuancer la valeur d'information d'autres données, il sera peut-être utile de présenter une synthèse sommaire des tendances par région: une sorte de portrait des tendances caractérisant chaque région, sur une seule page.

Dans chaque page, l'évolution du taux de pénétration sera présentée d'abord, en apportant des nuances quant aux chiffres absolus sur les projets "MEQ" ou "[illegible]", qui permettront d'expliquer certaines variations des pourcentages. En second lieu, on caractérisera le rythme de démarrage des attestations produites au cours de deux périodes successives en 1978/79, en introduisant des nuances ou des remarques particulières, soit à partir des chiffres absolus, soit en tenant compte de l'évolution concomitante des taux de pénétration au cours des mêmes périodes. Pour l'essentiel, les données utilisées seront celles sur les projets: d'une part, parce que les données sur les stagiaires reproduisent à peu près les mêmes variations que celles observées dans les projets, et d'autre part, parce que les données "MEQ" sur les stagiaires sont estimés, alors que celles sur les projets sont des observations directes contrôlées. L'année administrative (avril/mars) fut utilisée comme base de comparaison pour que les données soient ainsi complètes pour 1978/79.(1)

---

(1) Notons ici que, pour les sommaires régionaux, nous n'avons pas repris les données des tableaux 8 et 9, qui ont été complétées, depuis la première rédaction, pour la période avril-juin 1979. Dans l'ensemble, les tendances signalées ici n'auraient pas été sensiblement modifiées de toute façon, mais la révision des données aurait été plus longue.

5.1 - Région 01: Gaspésie/Bas-St-Laurent

a) Evolution du taux de pénétration

Courbe de croissance inégale: le taux net passe rapidement de 8,9% à 32,5%, puis retombe à 18,8%, et reprend un peu à la hausse (24,1%) entre 1975/76 et 1978/79. Ces variations brusques s'expliquent en partie par une baisse des projets MTM en nombre absolu la seconde année, suivie d'une hausse stable au cours des deux dernières années; mais s'expliquent aussi par une baisse légère (147 à 131) entre la deuxième et la troisième année, dans le nombre absolu de projets assistés par le MEQ. La "reprise" de 1978/79 semble donc assez stable, et se confirmera probablement l'an prochain: les moyennes mobiles (qui "aplatissent" les variations brusques) donnent des taux nets de pénétration de 20,7%, 25,6% et 21,5%, ce qui donne une courbe presque "plate" mais très légèrement remontante entre le début et la fin. La maladie et le décès du répondant régional au cours de la dernière période comptent probablement pour quelque chose dans ces difficultés; et l'arrivée récente d'un nouveau répondant annonce une reprise probable.

b) Rythme de démarrage des attestations produites

Départ remarquablement élevé (76.6%), suivi d'une baisse (40,6%) dans le taux brut (mais la baisse en termes absolus est plus faible: 85 à 62 projets). Le décès du responsable régional est peut-être un facteur explicatif dans cette baisse. D'autre part, le volume modeste des projets (131 et 164 les deux dernières années) rendait davantage possible ici un pourcentage initial élevé. En somme, un très bon départ au plan de l'impact: à poursuivre!

5.2. - Région 02: Saguenay/Lac St-Jean

a) Evolution du taux de pénétration

Courbe de croissance positive et assez régulière, à la fois en termes absolus et en termes relatifs et en dépit de variations oscillantes dans le total des projets PFIMC. Les moyennes mobiles donnent ainsi une courbe ascendante très forte: 48,2%, 68,8% et 80,6% comme taux moyens nets. Il faudra peut-être encore un an avant que la courbe ne commence à marquer un niveau stable: la dernière année marque déjà un taux net de pénétration de 82,4%, assez près du point de saturation.

b) Rythme de démarrage des attestations produites

Départ faible, suivi d'une croissance moyenne: 1,8% à 21,9%. Comme le taux de pénétration est déjà très élevé, le pourcentage des projets assistés sur le total des projets PFIMC n'est pas très inférieur aux pourcentages donnés ci-haut, calculés sur la base des projets assistés: (1,3% à 17,1%). La courbe d'impact va donc dans une direction positive. Avec l'engagement de personnel stable maintenant assuré dans les institutions, les deux prochaines années vont probablement permettre de rapprocher la proportion des attestations de 100% des projets assistés et qui justifient une attestation.

5.3. - Région 03: Québec

a) Evolution du taux de pénétration

Courbe de croissance très rapide au départ et tendant à se stabiliser, en nombres absolus. Les taux nets passent de 55,3% à 78,1%, puis à 68,2% et 75,9% (moyennes mobiles: 66,7%; 73,2%; 72,1%) en termes relatifs. Les variations de pourcentages sont attribuables, d'une part, à des variations dans le nombre net absolu du total des projets PFIMC (1007; 1231; 1482 et 1346), et aux accroissements absolus de plus en plus réduits dans les projets assistés au cours des dernières années: cela indique simplement que le taux de pénétration dans cette région est probablement assez proche déjà de son maximum pratique potentiel, dans le cadre du PFIMC.

b) Rythme de démarrage des attestations produites

Départ assez rapide (27,9% de l'ensemble des projets assistés), maintenu avec une croissance légère (34,1%). Il faut considérer ces pourcentages comme assez élevés, étant donné le fort volume de projets, en nombres absolus, assistés dans cette région (239 attestations sur 857 projets assistés au cours de la première période; et 289 attestations sur 847 projets attestés au cours de la seconde période). Une faible partie de l'accroissement de 27,9% à 34,1% s'explique donc par une légère infériorité du nombre absolu de projets assistés au cours de la seconde période, plus courte (5 mois < 8 mois). Comme le taux de pénétration est assez élevé, l'impact par rapport au total PFIMC est assez élevé aussi, compte tenu de son volume (18,9% et 25,1%).

5.4. - Région 04: Trois-Rivières

a) Evolution du taux de pénétration

Une courbe de croissance positive mais très inégale: les pourcentages nets par rapport au total PFIMC vont de 15,0% à 52,7%, puis baissent à 18,0% et remontent à 81,1%. Ces variations extrêmement prononcées s'expliquent par la conjonction simultanée de très fortes variations dans le total net absolu des projets PFIMC(585; 470; 746; et 365), d'une part, et d'autre part de fluctuations en sens contraire dans le nombre absolu des projets assistés par des institutions (89; 250; 134; et 296). Les moyennes mobiles permettent de mieux dégager la tendance principale en réduisant les variations extrêmes: le taux de pénétration ainsi mesuré passe de 33,9% à 35,4%, puis à 49,6%. Problème de stabilisation de la croissance, en termes de performance, pour passer d'un niveau "moyen fort" à un niveau proche du point de saturation pratique.

b) Rythme de démarrage des attestations produites

Départ lent, suivi d'une croissance très rapide, à la fois en termes relatifs (6,7% à 62,8% des projets assistés) et en termes absolus (de 8 à 162 attestations). Progrès relatif d'autant plus remarquable que le dénominateur (projets assistés) de la seconde période était plus du double de celui de la première (258 contre 119). Pour le total PFIMC, la différence va en sens contraire (passant de 578 à 408 projets), ce qui exagère légèrement la courbe d'impact: le pourcentage net passe de 1,4% à 39,7% d'attestations sur le total potentiel PFIMC.

5.5. - Région 05: L'Estrie

a) Longue période très faiblement active, ou inactive (taux nets de 0,6%, 0,9% et 0,0% de projets assistés), suivie d'une très rapide croissance de niveau moyen (26,2%); en nombres absolus, les projets assistés sont passés de 1 à 2, à 0, puis à 94. Ceci semble indiquer que des difficultés persistantes dans cette région ont manifestement commencé à être réduites au cours de la dernière année. Il faudra prévoir encore au moins deux ans pour que le niveau de performance puisse atteindre son maximum pratique potentiel; mais la performance de 1978/79 est un départ qui se situe déjà à un niveau moyen.

b) Rythme de démarrage des attestations produites

Départ nul (il n'y avait aucun projet même assisté au cours de la première période, en 1977/78), suivi d'un impact de niveau moyen (32,3%); mais ce niveau était relativement facile à atteindre, étant donné le volume encore assez modeste de projets au cours de cette "première " seconde période active; 10 projets attestés sur 31 projets assistés (et sur 328 projets PFIMC). C'est une région où l'accroissement d'impact aura peut-être une chance d'évoluer en synchronisme avec l'accroissement du taux de pénétration.

5.6. - Région 06N: Montréal-Nord

a) Evolution du taux de pénétration

Courbe de croissance rapidement plafonnée à un niveau moyen stationnaire (autour de 20%), après un départ respectable (13,5%). Les faibles fluctuations par la suite (31,1%; 21,7% et 21,4%) sont surtout explicables par des variations dans le nombre net total des projets PFIMC (nombre net: 540, 475, 691 et 748), mais explicables aussi par les accroissements réguliers mais très graduels dans les nombres de projets assistés au cours des trois dernières années (74, 151, 150, 160), alors que le total PFIMC s'accroissait parallèlement à un rythme plus rapide. Le réseau Education dans la région semble donc avoir subi, au cours de toute cette période, l'effet de facteurs qui ont freiné une croissance dont les deux premières années annonçaient pourtant une progression plus forte. Les moyennes mobiles caractérisent assez bien cette "croissance freinée": les taux nets moyens sont de 22,3%, de 26,4% et de 21,6%, soit une courbe presque horizontale.

b) Rythme de démarrage des attestations produites

Départ lent (nul au cours de la première période) mais accroissement très rapide de 0,0% à 38,7% en termes relatifs et même en termes absolus (0 à 60). Le volume moyen (155 projets assistés au cours de la seconde période) rendait un tel impact relativement plus facile que dans le cas d'un volume plus élevé. Par contre, l'impact atteint déjà un niveau moyen assez élevé: 38,7% des projets assistés, et même 10,8% du total des projets PFMQ; ce qui est un impact initial non négligeable, même par rapport au maximum théorique éventuellement possible.

5.7. - Région 06C: Montréal-Centre

a) Evolution du taux de pénétration

Courbe de croissance rapidement stabilisée près de son point de saturation pratique: le taux net passe de 58,2% à 91,5%, puis à 96,4% et 89,5%. En termes absolus, c'est une croissance régulière tendant rapidement à se stabiliser dans les dernières années: 978, 1149, 1514 et 1534. Les fluctuations de pourcentages s'expliquent alors par des variations dans les totaux PFIMC (le nombre total net de projets passe de 1672 à 1261, 1571 et 1715). Donc: performance pratique maximum sur un volume de projets très élevé. Il y a peut-être même lieu de se demander si une partie des projets assistés justifient techniquement une assistance pédagogique un peu élaborée, tellement les pourcentages nets sont élevés (moyennes mobiles: 74,9%; 93,9% 92,9%).

Rythme de démarrage des attestations produites

Il est très difficile de se prononcer sur la base des données disponibles pour cette région. C'est peut-être la région où ces données sont les plus sujettes à caution. Pour le seul mois de mars 1979, les IN-2 enregistrés au niveau du RRMEQ étaient quatre fois plus nombreux que ceux indiqués par notre propre source! Ce qui signifie que le passage de 3 à 39 attestations est probablement très fortement sous-estimé, d'autant plus que leur proportion est calculée sur un total très important de projets assistés: 0,3% sur 1230, et 3,0% sur 1302.

5.8. - Région 06S: Montréal-Sud

a) Evolution du taux de pénétration

Courbe de croissance fluctuante, presque horizontale, de niveau moyen à élevé: les pourcentages nets sont de 51,3%, 52,5%, 61,9% et 56,6%. Croissance fluctuante en termes absolus (327, 272, 426 et 401), accentuée par des variations parallèles plus fortes ou en sens contraire dans les totaux nets de projets PFIMC (626, 510, 688 et 708). La tendance positive moyenne se dégage mieux à la lecture des moyennes mobiles des pourcentages: 51,9%, 57,2% et 59,3%; la tendance de croissance positive apparaît plus clairement parce que les fluctuations sont "aplaties" par le calcul des moyennes de chaque couple d'années successives. Il n'y a pas de facteur explicatif évident, par contre, pour expliquer les fluctuations dans les nombres absolus de projets attestés: quels ont été les causes de freinage périodique, alors que le volume (absolu et proportionnel) était assez élevé?

b) Rythme de démarrage des attestations produites

Départ faible à moyen, avec une légère croissance par la suite, à la fois en termes relatifs (9,2 à 11,3%) et en termes absolus (34 à 38 projets). Impact initial respectable, compte tenu du caractère peut-être sous-estimé des données, mais surtout du fait que les pourcentages sont calculés par rapport à un nombre total de projets assistés qui représentent un volume assez élevé (369 et 335 projets, selon la période), donc plus difficile à "saturer".

5.9. - Région 07: Outaouais

a) Evolution du taux de pénétration

Courbe de croissance faible et très lente, mais qui remonte brusquement à un niveau moyen la quatrième année: les pourcentages nets de projets assistés passent de 3,7% à 8,2% et 7,7%; et montent à 23,4%.La légère baisse relative de la troisième par rapport à la deuxième année s'explique par une augmentation beaucoup plus rapide du nombre net total des projets PFIMC: 240, 296, 478 et 457. En réalité, le nombre de projets assistés n'a pas cessé d'augmenter en termes absolus: 9, 25, 37 et 107. Moyennes mobiles: 6,0%; 8,0%; 15,6%. Le dernier pourcentage net est particulièrement élevé parce que le nombre de projets assistés a augmenté à 107, mais aussi parce que le total PFIMC a diminué légèrement, de 478 à 457. Si 1978/79 indique un déblocage des facteurs de freinage antérieurs, on peut s'attendre à des accroissements nouveaux au cours des deux ou trois prochaines années, jusqu'au maximum pratique possible dans cette région (qui ne sera pas nécessairement le même point de saturation qu'ailleurs).

Rythme de démarrage des attestations produites

Départ faible prolongé (de 4 attestations sur 35 projets assistés à 3 attestations sur 16 projets): l'accroissement relatif des pourcentages nets de 11,4% à 18,8%, s'explique donc par la diminution du second dénominateur. Il est possible que les données disponibles, ici aussi, soient très incomplètes; il est donc difficile de déterminer si le départ est réellement freiné, ou qu'il s'agit simplement d'une sous-estimation décalée par rapport à la réalité. La prochaine année (avec des données plus sûres) permettra de dégager une meilleure idée de l'impact.

5.10. - Région 08: Nord-Ouest

a) Courbe de croissance très rapidement saturée à un niveau élevé: les pourcentages nets ont été de 83,7%, 97,3%, 98,8% et 100% (1), avec un volume moyen de projets (MEQ et PFIMC) assez élevé compte tenu de la population de la région. Signalons un phénomène particulier à cette région, et qui explique les taux particulièrement forts relevés plus haut: le pourcentage des projets annulés, qui était de 9,7% et de 10,3% les deux premières années, est passé brusquement à 20% et à 28% dans les deux dernières années, ce qui a eu pour effet de créer un très grand écart entre les totaux bruts et nets de projets PFIMC, et d'accroître ainsi les pourcentages de projets assistés en diminuant les dénominateurs. De même, les fluctuations de pourcentages sont accentués entre les deux premières années par des variations parallèles en sens contraires (210 projets assistés sur 270 projets PFIMC nets; et 218 sur 243 l'année suivante), le même cycle alternant se reproduisant pour les deux dernières années (334 sur 338 nets, ou 423 bruts; et 284 sur 251 nets, ou 349 bruts). En nombres absolus, les projets assistés augmentent régulièrement, avec un fléchissement la dernière année: 210, 218, 334 et 284. Moyennes mobiles: 90,5%, 98,1%; et 99,4%.

b) Rythme de démarrage des attestations produites

Départ très rapide à un niveau moyen (24,0% des projets assistés), suivi d'une diminution à un niveau faible (7,4%); mais il est possible que cette "baisse" soit attribuable à la qualité incomplète de nos données. En termes absolus, les attestations sont passées de 66 à 20. La diminution en pourcentage ne s'explique que très faiblement par le dénominateur des projets assistés, puisque celui-ci est demeuré assez stable (275; 271) entre les deux périodes. Le départ élevé implique la possibilité d'une reprise importante au cours des mois de la prochaine année, et un niveau d'impact croissant.

---

(1) Ce dernier chiffre serait même de "113%" (284 projets assistés sur un total net PFIMC de 251), en toute rigueur de calcul! On a donc annulé plusieurs des projets assistés, parmi les projets PFIMC, dans cette région.

5.11. - Région 09: Côte-Nord

a) Evolution du taux de pénétration

Courbe de croissance à départ faible et très lent, suivi d'une brusque remontée la dernière année, à un niveau moyen: les pourcentages nets sont de 0,0%; 2,2% 4,0%; et 19,3% des projets PFIMC, et les chiffres absolus passent de 0 à 2, 7 et 48. Les variations dans les totaux nets PFIMC (148, 104, 178 et 249) n'introduisent pas de fluctuations factices dans les taux de pénétration. Les moyennes mobiles s'écartent donc assez peu de la tendance continue décrite par les pourcentages annuels: 1.1%; 3,1%; et 11,7%.

b) Rythme de démarrage des attestations produites

Départ lent, suivi d'un accroissement très accéléré: de une (1) attestation (14,3% des projets assistés) à 25 attestations (83,3%). Sans exagérer l'importance des niveaux d'impact indiqués par les seuls pourcentages, compte tenu des nombres modestes de projets assistés au cours des deux périodes (7 et 30), il importe de noter que cette région présente un modèle de développement particulier (un peu comme la région 05), en ceci que la croissance du taux de pénétration (performance) et celle du pourcentage d'attestations (impact) semblent se développer dès le départ d'une façon synchronisée: à suivre de près!

6. - CONCLUSION PROVISOIRE

Cette conclusion est provisoire en un double sens. D'abord parce qu'il ne fait état que des données observées sur quatre années dans la plupart des analyses présentées (et dont la dernière année scolaire est incomplète dans certaines analyses, pour la période avril-juin 1979),et que de telles analyses devraient être reprises cumulativement chaque année, avec des données plus complètes et de meilleure qualité que celles présentées ici: ce sont donc des conclusions "pour maintenant". Dans un second sens aussi,parce qu'il ne s'agit ici que d'un premier rapport sur des aspects somme toute assez limités et superficiels de la formation en entreprise, et que des travaux ultérieurs vont bientôt compléter progressivement par des analyses beaucoup plus substantielles et fines. Les conclusions présentes pourront donc, avec les réactions à recueillir auprès de quelques lecteurs en particulier, générer certaines questions auxquelles les travaux ultérieurs devront fournir des réponses.

6.1. - Conclusions sur le contenu observé des indicateurs de performance et d'impact

- Performance financière (efficience): remarquablement positive.
- Performance de pénétration (proportion des projets PFIMC assistés par des institutions):
  - dans l'ensemble, on atteint déjà les 60% et plus (net);
  - mais on accuse des disparités de rythme d'accroissement et de niveau entre régions différentes (certaines assez faibles; d'autres assez élevées; certaines peut-être "trop" élevées).
- Impact (attestations): rythme assez accéléré dans l'ensemble; disparités marquées entre les régions.

Dans l'ensemble donc, un bilan assez nettement positif, avec un certain nombre d'indications particulières relevées ici et là, notamment sur les situations propres aux diverses régions et sur leurs perspectives, soit de "relance", soit de "sursaturation" possible.

Mais ces indicateurs sont <u>incomplets</u> et <u>imparfaits</u> .

a) <u>Incomplets</u>: ils ne mesurent que des dimensions superficielles (bien qu'essentielles à connaître) du programme de soutien à la formation en entreprise. Ils renseignent peu ou pas du tout sur une foule d'autres aspects que les responsables du programme sont en droit de connaître s'ils veulent améliorer sensiblement son évaluation, son organisation, sa gestion et ses pratiques pédagogiques. En particulier, mis à part le rythme de démarrage rapide de la production des attestations de capacités en 1978/79, les données analysées ici révèlent bien peu de choses relativement aux effets du nouveau mode organisationnel mis en oeuvre depuis janvier 1978, notamment quant à la qualité des services rendus aux usagers.

b) <u>Imparfaits</u>: certaines données n'existant pas, nous avons dû procéder, soit à des calculs d'estimations (avec les marges d'incertitude "balisée" qui en résultent), soit à des cueillettes de données sous-estimées dans certaines régions (v.g. le nombre de IN-2 produits dans la région 6 Centre).Sur ce point, des recommandations précises seront soumises en fin de chapitre.

6.2. - Remarques sur la notion de "limite pratique maximum" des taux de pénétration dans les projets PFIMC

La limite supérieure potentielle (en termes de "faisable" ou de"techniquement justifié" au plan pédagogique) du taux de pénétration est une question difficile, soulevée à plusieurs reprises, notamment aux chapitres 2 (p. 19-20) et au chapitre 5. Le pourcentage correspondant à un "point de saturation" ou "maximum pratique potentiel" n'est pas nécessairement le même d'une région à l'autre ou d'une année à l'autre, toute considération de facteurs de blocage ou de freinage interne ou externe mise à part. Ce "maximum pratique" peut dépendre de plusieurs facteurs techniques à la fois:

- les types d'entreprises caractérisant la région (secteurs et sous-secteurs d'activité économique), de même que la taille des entreprises;
- les combinaisons particulières de groupes et sous-groupes professionnels caractérisant les entreprises de la région;
- les types de technologie et les rythmes de changement technologique caractérisant les entreprises typiques de la région, et donc aussi les rythmes et directions de reconversion (formation, transferts, etc.) des personnels de ces entreprises.
- les taux de chômage caractérisant la région, et donc la pression relative de la catégorie "sans emploi" dans les priorités de choix pour les stagiaires dans des entreprises exigeant divers niveaux ou types de qualifications minimales préalables dans leurs projets de formation.

Mais si on ne fixe pas un plafond plus ou moins arbitraire à 70%, 80% ou 90% des projets potentiels, il importe alors de trouver des critères d'une autre nature qui, appliqués à tous les cas, avec des standards le plus concrets possible, permettraient de déterminer si la nature et les caractéristiques de

chaque projet justifient, techniquement, une intervention d'assistance pédagogique de la part d'une institution. C'est beaucoup plus cela qui importe, que de décider si le plafond du maximum acceptable doit se situer à tel ou tel niveau de pourcentage par rapport à un ensemble connu de demandes. De toute façon, puisque l'ensemble des demandes n'est jamais connu à l'avance en début d'année, il faut des critères explicites (et "publiables") applicables à chaque demande au moment où elle est reçue et permettant de déterminer des "oui" et des "non", plus ou moins entiers ou partiels (v.g. l'ensemble ou une partie spécifiée des services que potentiellement une institution peut offrir), à l'intérieur des budgets disponibles bien sûr, et à l'intérieur des catégories prioritaires s'il y en a d'établies (ou encore selon une politique de "premier arrivé, premier servi"). Les "plafonds" seront alors ceux qu'on constatera après coup. Ces dernières considérations n'ont bien sûr que fort peu de place à l'intérieur du régime PPIMC actuel, mais les premiers critères "oui/non" (et "quoi", si c'est OUI) peuvent déjà s'appliquer pour répondre aux demandes dans le système actuel. La question se pose à la lecture des données analysées dans ce rapport; mais ces données ne permettent pas d'y répondre. Il n'est d'ailleurs même pas certain, a priori, que la recherche puisse fournir vite des réponses. Ce sera une question à explorer, avec les responsables eux-mêmes (au SOE et dans les directions régionales) tout d'abord; et surtout aussi (en particulier pour déterminer des critères concrets significatifs) avec des responsables locaux des institutions mandatées, lors de travaux de recherche à venir.

6.3. - La question du nouveau mode organisationnel

Nous avons vu que les données analysées, à l'exception de celles portant sur les attestations en 1978/79 (et dont nous avons signalé certaines déficiences par ailleurs), ne permettent pas de tirer de conclusions sûres au sujet des effets possibles du nouveau modèle organisationnel pour la formation en entreprise depuis janvier 1978. Il y a bien quelques indices nouveaux, notamment pour les régions 05 et 09; mais il ne s'agit pas nécessairement d'effets attribuables spécifiquement au modèle organisationnel lui-même: la question est soulevée, mais elle demeure entière.

Il importerait maintenant, semble-t-il, à la lumière de ce premier ensemble de données et d'analyses d'indicateurs quantitatifs, et des questions qu'elles soulèvent, de reprendre ensemble la question d'évaluer le nouveau modèle organisationnel, et d'identifier plus concrètement les objets à évaluer et les critères d'une évaluation qui soit significative et utile pour des décisions et des améliorations futures.

6.4. - Le caractère incomplet ou déficient des données nécessaires pour mesurer des indicateurs annuels de performance et d'impact: quelques recommandations

Les indicateurs analysés dans ce rapport, abstraction faite des imperfections et insuffisances techniques relevées dans chaque cas, devraient normalement faire partie des informations de base à utiliser annuellement pour la phase "Bilan" ou "Evaluation" dans la gestion du soutien à la formation en entreprise. Ces données seraient beaucoup plus faciles à mesurer, les indices plus faciles à calculer, et les données elles-mêmes beaucoup plus valides, si certaines améliorations étaient apportées au système d'information de gestion actuel. Ces améliorations feront l'objet des recommandations suivantes (1).

(1) Signalons ici que, depuis la rédaction initiale de ce texte, plusieurs de ces recommandations ont déjà connu des suites, dont nous ferons état dans le second rapport.

a) Données sur les stagiaires

Actuellement, le nombre des stagiaires, dans les projets assistés par des institutions, doit être estimé en multipliant le nombre des projets assistés par le nombre moyen de stagiaires par projet dans l'ensemble des projets PFIMC reçus et agréés. Or, non seulement ce nombre moyen fluctue-t-il d'année en année et par région, mais on ne connaît pas le nombre de stagiaires dans les projets annulés (dont la proportion s'accroît régulièrement depuis 4 ans), ni pour l'ensemble du Québec, ni par région. Or ces pourcentages fluctuent beaucoup selon les régions (v.g. Région 08).

De plus, comme on le verra dans le second rapport statistique qui suivra bientôt celui-ci,(1) le nombre moyen de stagiaires par projet varie passablement aussi selon le secteur d'activité économique et selon le "grand groupe" professionnel (CCDP) où sont classés les projets. Il serait important, dans la mesure où l'on reconnaît que les stagiaires sont les ultimes "clients" visés par des services d'assistance à la formation (perspective PFMQ), que le SOE se donne des statistiques directes sur les stagiaires et pas seulement sur les projets assistés. On pourrait même raffiner quelque peu et dénombrer également selon le sexe, les abandons/persévérants dans tous les projets menés à terme; et le nombre de stagiaires dans les projets assistés mais annulés avant terme.

En somme, se donner des statistiques comparables (au moins pour les variables essentielles) à celles qu'on établit pour d'autres clientèles de la DGEA.

---

(1) En réalité, ce sera le troisième rapport de la série, mais le second qui fera l'analyse de données statistiques.

b) Les projets

Dénombrer parmi les projets assistés par des institutions, ceux qui ont été menés à terme et ceux qui ont été annulés avant terme. Ceci éviterait des fastidieux calculs d'estimation de marges (plus ou moins élastiques) entre des taux bruts et nets; on aurait un seul taux: le vrai, l'exact, le plus simple à calculer. Et dans les calculs où ce facteur sert de dénominateur pour calculer le nombre moyen de stagiaires par projet (terminé ou annulé), on aurait des données plus sûres que celles estimées actuellement sur la base des projets totaux du PFIMC (et qui sont d'autant moins sûres, selon les régions, que les taux de pénétration y sont plus faibles, ou que les taux de projets attestés y sont plus faibles). Les risques d'erreur d'appréciation les plus grands (notamment dans les calculs de pourcentages) se situent au niveau des données régionalisées; c'est donc là aussi que les avantages de données meilleures se récolteraient.

c) Les attestations

Une initiative importante a été prise cette année quand on a commencé à compiler régulièrement les projets d'attestations (IN-2) produits dans chaque région au cours de chaque mois, et expédiés à Québec pour le contrôle formel de la rédaction définitive. Voilà une "recommandation" déjà en voie d'application! Pour l'année 1978/79, il faudra toutefois trouver une technique permettant de raccorder les données recueillies auprès des rédacteurs sur la période juillet 1978/mars 1979 avec celles recueillies par les répondants régionaux entre mars ou avril et juin 1979, de façon que les erreurs d'addition des deux séries soient minimisées et que les données présentées pour l'ensemble de l'année scolaire offrent les meilleures garanties de validité. Une série "IN-2 produites" et une série "attestations contrôlées", par mois et par année, serait une base de données utiles dans l'avenir.

Il faudrait, à l'avenir, que la définition de "stagiaire finissant" devienne de plus en plus synonyme de "stagiaire avec attestation": c'est là un objectif majeur de la DGEA dans ce programme. Mais en attendant, il serait peut-être souhaitable d'établir des statistiques sur les attestations, non pas seulement par rapport aux projets (car il est évident qu'on ne rédige qu'une seule formulation d'attestation par projet de formation), mais aussi par rapport aux stagiaires et donc de compiler, non seulement le nombre d'attestations-projets, mais aussi le nombre de stagiaires (finissants) avec attestation (dans ces mêmes projets), au cours de chaque mois dans chacune des régions. Ceci pour tenir compte, notamment, des abandons ou des échecs éventuels suite à l'évaluation.

L'ensemble de ces suggestions, si elles étaient retenues et appliquées (et l'une d'entre elles, dépassée par les événements, semble devoir être bientôt opérante), donneraient au SOE/F.I. un instrument d'information de gestion (évaluation-bilan et, éventuellement, prévisions) permettant de préciser le tir annuellement et de rendre compte de façon assez précise de plusieurs aspects de sa performance et de son impact. Et il ne serait pas nécessaire, pour cela, de dépendre à chaque année des services d'un chercheur: ce serait parfaitement faisable à l'interne, peut-être éventuellement avec un minimum de traitement automatique des données.

6.5. - L'évaluation post-formation: une interface MEQ-MTMO?

Même si la division institutionnelle du travail entre le MTMO et le MEQ limite le rôle de ce dernier à l'évaluation immédiate de la qualité pédagogique et technique de la formation donnée par les institutions et des acquis démontrés par les stagiaires, il est important pour le MEQ, notamment dans la perspective d'un PFIMO éventuel, de connaître les conditions positives et négatives, du

côté formation ou préparation des interventions d'assistance à la formation, qui sont associées (indépendamment de la qualité des résultats pédagogiques immédiatement apparents) aux résultats ultérieurs observables dans les contextes réels d'emploi. Dans cette perspective de rétro-information utile pour améliorer les stratégies futures de formation, il serait souhaitable que le MEQ explore, avec le MTMO, la possibilité de mettre au point une interface d'informatique entre les données qui seront recueillies, en 1979/80 et en 1980/81, sur les projets assistés par les institutions (ou non assistés) ayant fait l'objet d'une évaluation post-formation par le MTMO. Cette analyse pourrait se faire pour l'ensemble du Québec (notamment par secteur d'activité économique et par "grand groupe" CCDP) et par région administrative (selon les mêmes variables). S'il était possible d'informatiser, après coup, les données des formulaires MEQ (PFIMC) pour les projets assistés en 1978/79 également, il serait peut-être possible d'obtenir déjà au moins une partie des données éventuellement utilisables, au cours de 1980/81. En effet, l'évaluation post-formation faite par le MTMO porte sur une période décalée au moins d'une année en arrière, afin d'être en mesure d'évaluer tous les projets commencés au cours d'une même année, et dont une fraction quelconque ne se termine qu'au cours de l'année suivante.

De telles données combinées permettraient de générer de l'information significative fondée sur des comparaisons. Par exemple: pour des mêmes groupes CCDP (et à catégorie comparable), les résultats post-formation sont-ils différents ou non, et en quoi, selon que les projets ont été assistés ou non par des institutions de formation? Par exemple, encore: pour des mêmes groupes CCDP, et à l'intérieur de la catégorie des projets assistés, y a-t-il une relation directe (ou inverse!) entre les résultats immédiats de l'évaluation pédagogique et les résultats ultérieurs observés lors de l'évaluation post-formation? On voit un peu le parti qu'on

pourrait tirer d'une telle source de données transformables en informations "parlantes". On pourrait d'ailleurs bénéficier ici de l'expérience du S E P pour le cas de l'évaluation de l'impact professionnel de la formation agricole, qui table aussi sur une interface d'informatique entre des données du M A Q et du M E Q (cf. projet de Gilles Sénéchal), mais où le S E P a eu une marge d'initiative plus grande pour l'évaluation post-formation parce qu'il s'agissait d'un autre programme et d'un autre ministère à responsabilité complémentaire.